

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 931

[C - 99/27244]

11 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales

Le Gouvernement wallon,

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, signé à Rome et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 42 et 43;

Vu le règlement du Conseil des Communautés européennes (CEE) 2078/92 du 30 juin 1992 concernant des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement ainsi que l'entretien de l'espace naturel;

Vu le règlement CE/746/96 de la Commission européenne du 24 avril 1996, modifié par le règlement 435/97 du 6 mars 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 avril 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 avril 1998;

Vu la concertation prévue par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en son article 6, § 3bis, 5°, inséré par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la décision de la Commission européenne du 18 décembre 1998 portant approbation des modifications du programme agri-environnemental pour la Région wallonne;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre sans délai des mesures afin de se conformer à la réglementation de la Commission européenne;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

2° administration : la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

3° zone précoce : l'ensemble de la Région wallonne hors région défavorisée, soit les régions agricoles limoneuse, sablo-limoneuse, Campine hennuyère, Condroz et une partie de la région herbagère liégeoise ("pays de Herve");

4° zone tardive : la partie de la Région wallonne située en zone défavorisée au sens des directives CEE/75/268 et CEE/75/269, telle que précisée dans l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 septembre 1990, soit les régions agricoles de Famenne, Ardenne, Haute Ardenne, jurassique, herbagère (Fagne) et une partie de la région herbagère liégeoise ("Ardenne liégeoise");

5° ferme de conservation : exploitation pratiquant l'élevage d'animaux d'au moins deux races locales menacées au sens de l'annexe, méthode 5 ou des cultures d'anciennes espèces ou variétés au sens de l'annexe, méthode 11;

6° exploitant agricole : la personne physique ou morale qui s'adonne à la production agricole, horticole ou d'élevage et qui exerce cette activité à titre principal ou à titre partiel; les bénéficiaires des aides doivent avoir leur siège d'exploitation en Région wallonne, et être assujettis à une caisse d'assurances sociales;

* l'activité à titre principal s'entend par rapport à la personne physique qui a la responsabilité de l'administration et de la gestion d'une exploitation agricole, horticole ou d'élevage, et qui obtient de son exploitation un revenu égal ou supérieur à 50 % de son revenu global et qui consacre aux activités extérieures à l'exploitation moins de 50 % de la durée totale de son travail;

* la personne morale, exploitant agricole : la personne morale dont les statuts indiquent comme objet principalement l'exploitation agricole, horticole ou d'élevage et la commercialisation des produits provenant de cette exploitation, et qui remplit en outre l'une des conditions suivantes :

1° être constituée sous une des formes visées au Code de commerce, livre I, titre IX, section I, article 2 et satisfaire aux conditions suivantes :

a) les actions ou les parts doivent être nominatives;

b) les actions ou les parts de la société doivent appartenir pour plus de la moitié d'entre elles aux administrateurs ou gérants;

c) les administrateurs ou gérants doivent être désignés parmi les associés;

d) les administrateurs ou gérants de la société doivent consacrer plus de 50 % de leur temps à l'activité agricole dans la société et retirer de cette activité plus de 50 % de leur revenu global;

2° être constituée sous la forme d'une société agricole, telle que visée par la loi du 12 juillet 1979.

* l'activité à titre partiel s'entend par rapport aux exploitants agricoles tirant au moins 50 % de leur revenu global des activités agricoles, forestières, touristiques, pédagogiques, artisanales ou bien des activités d'entretien de l'espace naturel bénéficiant d'aides publiques, exercées sur leur exploitation, sans toutefois que la part du revenu provenant directement de l'activité agricole sur l'exploitation soit inférieure à 25 % du revenu global de l'exploitant, et sans que le temps de travail consacré à des activités exercées en dehors de l'exploitation ne dépasse la moitié du temps de travail total de l'exploitant.

7° exploitant à titre complémentaire : la personne physique ou morale qui s'adonne à la production agricole, horticole ou d'élevage et dispose à ce titre d'un numéro de producteur, d'un numéro de T.V.A. et est assujetti à une caisse d'assurances sociales.

8° culture sous labour : culture dont la surface agricole a été renseignée sous un code autre que 61 ou 62 dans la déclaration de superficie Politique Agricole Commune, lors des trois années précédant la demande; pendant la période d'engagement, la surface sera reprise dans la surface agricole déclarée sous un code autre que 61. A défaut de déclaration de superficie, l'exploitant agricole prouvera par toute voie de droit, en ce compris sa déclaration à l'I.N.S. relative au recensement, que la surface agricole en question a été utilisée à une production sous labour correspondant aux codes mentionnés ci-dessus pendant les trois années précédant la demande et pendant la période d'engagement.

9° cours d'eau : eau en mouvement, de façon continue ou intermittente, quelle que soit l'origine de cette eau (eau de source, de pluie,...) et coulant dans un lit permanent, naturel ou artificiel. Si le lit est artificiel, il faut toutefois qu'il soit en liaison avec le réseau naturel.

Art. 2. La Région octroie des subventions agri-environnementales aux exploitants agricoles qui s'engagent à mettre en œuvre une ou plusieurs des méthodes de production suivantes aux conditions fixées en annexe :

- 1° a) fauches tardives;
- b) diversification des semis et fauche tardive en prairies temporaires;
- 2° installation de tournières de conservation et bandes de prairies extensives;
- 3° maintien et entretien des éléments du paysage et de la biodiversité tels les haies et bandes boisées, vieux arbres fruitiers à haute tige ou mares dans les superficies agricoles;
- 4° maintien de faibles charges en bétail;
- 5° détention d'animaux de races locales menacées;
- 6° réduction des intrants en céréales;
- 7° réduction et localisation des herbicides en maïs, avec mécanisation du désherbage et sous-semis;
- 8° couverture de sol pendant l'interculture;
- 9° fauches très tardives avec limitation des intrants;
- 10° mesures conservatoires en zones humides;
- 11° cultures d'anciennes espèces ou variétés.

Les mesures 3° et 5° ci-dessus sont accessibles aux exploitants à titre complémentaire.

Chacune des méthodes reprises à l'alinéa 1^{er} sous 1°, 4° et 6° à 11° est mise en œuvre sur une superficie minimale de 50 ares tandis que les méthodes sous 2° et 3° sont appliquées sur une longueur minimale de 200 mètres.

Art. 3. § 1^{er}. Les subventions afférentes aux méthodes de production visées à l'article 2, 6° à 8°, sont réservées aux parcelles :

- 1° soit situées en zone de protection des eaux souterraines au sens de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif aux prises d'eaux souterraines, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraines;
- 2° soit situées en zone vulnérable au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mai 1994;
- 3° soit situées en zone de parc naturel relevant du décret du 16 juillet 1985;
- 4° soit situées en zones relevant de la directive européenne relative à la protection des oiseaux, soit la directive CEE/79/409 du 2 avril 1979, ou de celle relative à la conservation des habitats, soit la directive CEE/92/43 du 21 mai 1992;
- 5° soit intégrées, contiguës ou situées à moins de 50 mètres de réserves naturelles agréées au sens de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986 concernant l'agrément des réserves naturelles, de réserves naturelles domaniales, au sens de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 ou de zones humides d'intérêt biologique au sens de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 juin 1989 relatif à la protection des zones humides d'intérêt biologique.

§ 2. Les subventions afférentes aux méthodes de production visées à l'article 2, 9° et 10°, sont réservées aux parcelles visées au 3°, 4° et 5° du § 1^{er}.

§ 3. Par dérogation aux §§ 1^{er} et 2, quelle que soit leur localisation géographique, les exploitants de fermes de conservation et ceux qui appliquent au moins trois méthodes de production visées à l'article 2 peuvent bénéficier de toutes les subventions agri-environnementales dans le cadre d'un plan de gestion environnemental de l'exploitation, établi par l'administration en collaboration étroite avec les exploitants.

Le plan de gestion, établi dans les limites des crédits budgétaires disponibles, représente un soutien technique et un encadrement à une démarche d'amélioration de l'impact environnemental global de l'exploitation.

L'adoption du plan implique une gestion conforme à l'esprit d'une exploitation respectueuse de l'environnement.

Le plan comprend :

- un état des lieux;
- des objectifs à un an;
- des objectifs à cinq ans;
- des objectifs à plus long terme.

Un bilan annuel est dressé par l'exploitant et l'administration. Ce bilan a pour objet de fixer les objectifs annuels et de réviser éventuellement les objectifs à cinq ans et à long terme en fonction des actions entreprises et des difficultés rencontrées. Les bilans sont réputés faire partie intégrante du plan de gestion.

Le plan de gestion comprend un examen des possibilités d'amélioration des pratiques agricoles, sur la base des rubriques suivantes :

- 1° application des codes de bonnes pratiques agricoles;
- 2° application de nouvelles techniques culturales et amélioration des techniques existantes (applications localisées, désherbage mécanique, lutte biologique et intégrée, etc.);
- 3° lutte phytosanitaire sur la base d'avertissements et en tenant compte de seuils d'intervention;
- 4° contrôle régulier du matériel d'épandage et de pulvérisation;
- 5° adaptation des périodes de fertilisation et des quantités de fertilisants appliquées sur base de bilans (réserves du sol, exportations prévisibles,...) avec établissement d'un plan de fumure et tenue d'un cahier d'épandage;

6° stockage et modalités de gestion des effluents : adaptation des capacités de stockage ou participation à des banques de lisier, mélange des lisiers, apport suffisant de carbone (paille, copeaux,...) et compostage des fumiers,...;

7° mesures d'intégration paysagère (plantations éventuelles, semis de « fleurs » en tournières, peinture ou sablage des constructions, implantation et aspect de nouveaux bâtiments, ...), de protection ou de restauration du petit patrimoine et de la biodiversité (mares et zones humides, haies, etc.) et éventuellement d'épuration (lutte contre les odeurs, lagunage d'eaux usées, etc.).

Art. 4. § 1^{er}. Chaque engagement porte sur une période de cinq ans. Lorsque, pendant la période de son engagement, le bénéficiaire transfère tout ou partie de son exploitation à une autre personne, celle-ci peut reprendre l'engagement pour la période restant à courir. Si une telle reprise n'a pas lieu, le bénéficiaire est obligé de rembourser les aides perçues.

Ce remboursement n'est pas exigé en cas de force majeure et si, dans un cas de cessation définitive des activités agricoles d'un bénéficiaire qui a déjà accompli trois ans de son engagement, une reprise de cet engagement par un successeur ne s'avère pas réalisable.

§ 2. Dans le cas où le bénéficiaire ne peut pas continuer les engagements souscrits du fait que son exploitation fait l'objet d'un remembrement, les engagements seront adaptés à la nouvelle situation de l'exploitation. Si une telle adaptation s'avère impossible, l'engagement prend fin sans qu'un remboursement soit demandé pour la période d'engagement effective.

§ 3. Sans préjudice de circonstances concrètes à prendre en considération dans les cas individuels, le remboursement n'est pas exigé dans les cas de force majeure suivants :

- 1) le décès de l'exploitant;
- 2) l'incapacité professionnelle de longue durée de l'exploitant;
- 3) l'expropriation d'une partie importante de l'exploitation, si cette expropriation n'était pas prévisible le jour de la souscription de l'engagement;
- 4) une catastrophe naturelle grave qui affecte de façon importante la surface agricole de l'exploitation;
- 5) la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitant destinés à l'élevage;
- 6) une épizootie touchant tout ou partie du cheptel de l'exploitant.

La notification des cas de force majeure et les preuves y relatives doivent être fournies par écrit à l'administration dans un délai de dix jours ouvrables à partir du moment où l'exploitant est en mesure de la faire.

§ 4. Lorsque, au cours de la période d'engagement, le bénéficiaire augmente la superficie de son exploitation, tout engagement qui concernait l'ensemble de la superficie de l'exploitation peut être augmenté de la superficie supplémentaire pour la période d'engagement restante, à condition que cette extension :

- présente des avantages environnementaux certains;
- soit justifiée compte tenu de l'engagement, de la durée de la période d'engagement restante et de la superficie supplémentaire, qui doit être substantiellement inférieure à la superficie initiale ou ne pas dépasser deux hectares.
- ne réduise pas l'efficacité de la vérification de la conformité avec les conditions d'octroi des aides.

§ 5. Lorsque, au cours de la période d'engagement, la superficie soumise à un engagement fait l'objet d'une extension à l'intérieur de l'exploitation, l'engagement initial du bénéficiaire peut être remplacé par un nouvel engagement pour la totalité de la superficie visée, à des conditions au moins aussi strictes que celles de l'engagement initial.

§ 6. La transformation d'un engagement en un autre engagement dans le cadre du règlement 2078/92 est autorisée au cours de la période d'engagement à condition que :

- un tel transfert implique des avantages environnementaux certains;
- l'engagement existant soit renforcé de manière significative.

Art. 5. Les subventions ne peuvent être octroyées aux surfaces objet du régime communautaire de retrait des terres qui sont utilisées pour une production non alimentaire.

Art. 6. § 1^{er}. Le montant total des subventions agri-environnementales versées en application du présent arrêté est plafonné à 400.000 francs (9.915,74 euros) par an et par exploitant.

- Lorsque l'exploitant est une association, ce plafond peut être multiplié par le nombre d'agriculteurs composant cette association.

- Lorsque l'exploitant est une société, ce plafond peut être multiplié par le nombre d'administrateurs ou gérants ayant le statut d'agriculteur.

§ 2. Sans préjudice des limitations prévues au § 1^{er} de cet article et à l'annexe du présent arrêté, les montants cumulés des différentes subventions agri-environnementales cofinancées par l'Union européenne sont plafonnés à :

1° 7.200 francs (178,48 euros) par hectare et par an pour les cultures pour lesquelles une prime par hectare est octroyée en vertu des dispositions des règlements relatifs aux organisations communes de marchés;

2° 12.000 francs (297,47 euros) par hectare et par an pour les autres cultures annuelles et les pâturages.

Le plafond prévu à l'alinéa 1^{er}, 2°, est porté à 17.000 francs (421,42 euros) par hectare et par an pour les « fermes de conservation » et les exploitations appliquant le mode de production biologique conformément à l'arrêté royal du 17 avril 1992.

Art. 7. La demande de subvention doit être introduite auprès de l'administration au moyen de formulaires dont le modèle est arrêté par le Ministre.

Le dossier de demande comprend :

1° une copie du plan de l'exploitation au 10.000e ayant servi à la déclaration annuelle de superficie si une telle déclaration est rentrée ou, à défaut d'une telle déclaration, un plan de l'exploitation au 10.000e.

2° la preuve du statut d'exploitant tel que précisé dans le présent arrêté.

3° si elle existe, une copie de la déclaration de superficie, sauf si l'engagement est fondé sur l'article 2, 5°;

4° une copie du dernier inventaire d'étable établi par la fédération de lutte contre les maladies du bétail si l'engagement est fondé sur l'article 2, 4°;

5° une copie des documents d'identification des animaux si l'engagement est fondé sur l'article 2, 5°.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, les surfaces faisant l'objet d'une demande de subvention et les structures linéaires sont indiquées sur les documents.

Pour les méthodes de production visées à l'article 2, 6° à 8°, un plan au 10.000e avec localisation des parcelles et un inventaire précisant la superficie de chacune de celles-ci sera introduit auprès de l'administration chaque année au plus tard à l'installation de la culture.

Il est accusé réception de chaque demande dans un délai de 10 jours ouvrables. Tout dossier incomplet est renvoyé avec mention des pièces manquantes dans les mêmes délais.

Art. 8. Le fonctionnaire dirigeant de l'administration arrête tout autre document relatif aux dispositions administratives et particulièrement au contrôle des engagements, en conformité avec le chapitre III du règlement 746/96.

Lors de circonstances exceptionnelles, il peut prendre les dispositions dérogatoires qui s'imposent.

Art. 9. Le fonctionnaire dirigeant de l'administration

- 1) statue sur chaque demande de subvention;
- 2) signe le plan de gestion.

Art. 10. La notification d'octroi impose le respect des engagements souscrits et oblige le demandeur :

1° à se soumettre au contrôle du respect des engagements souscrits, notamment en permettant l'accès aux différentes parcelles et aux données Sanitel, en présentant les animaux intervenant dans l'octroi des primes et en fournissant chaque année une copie de la déclaration de superficie;

2° à accepter de servir de référence pour d'autres exploitants agricoles;

3° à mettre à la disposition de la Région toutes les données techniques et financières afin d'établir un bilan économique et environnemental des engagements souscrits.

L'engagement prend cours sous réserve de la notification à la date de constatation par l'administration, de l'existence et du bien-fondé des mesures pour lesquelles les subventions sont sollicitées.

Art. 11. La première tranche annuelle de la subvention est payable dans les quinze mois qui suivent le début de l'engagement.

Les quatre paiements suivants sont effectués sur la base d'une demande annuelle de paiement et, le cas échéant, d'une déclaration des modifications survenues ou envisagées.

Art. 12. § 1^{er}. Sans préjudice des articles 55 à 58 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, en cas de paiement indu, l'exploitant concerné est obligé de rembourser les montants concernés, augmentés d'un intérêt calculé au taux légal en fonction du délai s'étant écoulé entre le paiement et le remboursement par le bénéficiaire.

Aucun intérêt ne s'applique en cas de paiements indus à la suite d'une erreur de l'administration.

Toutefois, le montant à récupérer peut être porté en déduction du premier paiement qui intervient pour l'exploitant concerné suite à la date de décision sur le remboursement. Aucun intérêt ne s'applique après information du bénéficiaire du paiement indu.

§ 2. Lorsqu'il est constaté que la superficie ou la longueur déclarée dans un engagement dépasse la superficie ou la longueur déterminée lors du contrôle, le montant de l'aide est calculé sur base de la superficie ou longueur éligible effectivement déterminée lors du contrôle. Toutefois, sauf cas de force majeure, la superficie ou longueur éligible est diminuée de deux fois l'excédent constaté lorsque celui-ci est supérieur à 3 % ou 2 hectares et égal à 20 % au maximum de la superficie éligible déterminée.

Au cas où l'excédent constaté est supérieur à 20 % de la superficie ou longueur éligible déterminée, aucune aide liée à la superficie n'est octroyée et les subventions liquidées doivent être remboursées.

Les diminutions susvisées ne sont pas appliquées si, pour la détermination de la superficie éligible, l'exploitant prouve qu'il s'est correctement basé sur des informations reconnues par l'administration.

§ 3. Pour les cas concernant des aides au bétail, lorsqu'il est constaté que le nombre d'animaux déclaré dans un engagement est différent du nombre déterminé lors du contrôle, le montant de l'aide est calculé sur base des unités éligibles effectivement déterminées lors du contrôle. Toutefois, sauf cas de force majeure, les unités éligibles effectivement déterminées sont diminuées de deux fois la différence constatée lorsque celle-ci est supérieure à 2 animaux ou 5 % et égale à 20 % au maximum des unités éligibles déterminées.

Au cas où la différence constatée est supérieure à 4 animaux ou 20 % des unités éligibles déterminées, aucune aide liée au bétail n'est octroyée et les subventions liquidées doivent être remboursées.

Les diminutions susvisées ne sont pas appliquées si, pour la détermination des unités éligibles, l'exploitant prouve qu'il s'est correctement basé sur des informations reconnues par l'administration.

§ 4. Pour les aides liées aux charges en bétail, lorsqu'il est constaté que le nombre d'Unités Gros Bétail (U.G.B.) déterminé lors du contrôle dépasse le nombre autorisé en fonction des superficies fourragères disponibles, et sauf cas de force majeure, le montant de l'aide est diminué de deux fois le pourcentage de dépassement lorsque le dépassement constaté est supérieur à 3 % et égal à 20 % au maximum du nombre d'U.G.B. autorisé.

L'exploitant est tenu de régulariser sa situation dans les dix jours ouvrables, sous peine de suppression et remboursement de la totalité de l'aide.

Au cas où le dépassement constaté est supérieur à 20 %, aucune aide n'est octroyée et les subventions liquidées doivent être remboursées.

§ 5. Lorsque les conditions d'octroi d'une aide comprennent le respect de certaines dates, le non-respect de ces dates entraîne, pour l'année considérée, la suppression de cette aide. Lorsque ce non-respect est répété ou lorsqu'il dépasse deux semaines, toute aide agri-environnementale est supprimée et les subventions liquidées doivent être remboursées.

§ 6. En cas de fausse déclaration faite délibérément ou par négligence grave, l'exploitant est exclu du bénéfice de toute aide agri-environnementale. Il ne peut souscrire un nouvel engagement agri-environnemental qu'après deux ans.

§ 7. Les subventions liquidées doivent être remboursées si l'exploitant est condamné à titre définitif pour infraction à la législation en matière d'environnement ou de conservation de la nature pendant la période d'engagement ou dans les vingt-quatre mois qui la suivent.

§ 8. En cas de contestation, toute demande de révision du dossier doit être introduite par le bénéficiaire dans le mois qui suit la notification.

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales est abrogé.

Art. 14. Les subventions accordées en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales peuvent être adaptées aux conditions du présent arrêté, pour les années à échoir, et après introduction d'une demande de révision par le bénéficiaire.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 16. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe

Conditions liées aux méthodes de production compatibles
avec les exigences de la protection de l'environnement

METHODE 1. — Pratique de fauches tardives et diversification des semis

A. Fauches tardives

L'adoption de fauches tardives peut donner lieu à une prime de F. 5.000 (123,95 euros) par ha et par an aux conditions suivantes :

1. Aucun pâturage et aucune fauche de la parcelle avant le 20 juin en zone précoce ou le 1^{er} juillet en zone tardive.
2. Apport modéré de fertilisants (pour garder une bonne diversité biologique, il est indiqué de ne pas dépasser 60 unités d'azote par ha et par an, ou 40 tonnes de fumier ou compost ou encore 2 x 20 m; de lisier).

Un relevé floristique réalisé par l'administration doit permettre de mettre en évidence la présence et une abondance minimale de plantes indicatrices des prairies de fauche extensives.

3. Pas d'utilisation de produits phytopharmaceutiques à l'exception du traitement localisé contre les chardons et les rumex.

B. Diversification des semis en prairies temporaires.

La diversification de semis en prairie temporaire peut donner lieu à une surprime de F. 3.000 (74,37 euros) par ha, l'année d'implantation, et ce aux conditions suivantes :

1. La composition du mélange semé est transmise à l'administration et tout est entrepris pour maintenir la diversité de la flore.

2. La surprime n'est attribuée qu'une fois pour cinq ans et implique l'adoption du régime « fauches tardives » pour les cinq années.

3. Un relevé floristique réalisé par l'administration doit permettre de retrouver une proportion significative des espèces semées et de plantes indicatrices.

4. Une liste des espèces proposées est reprise ci-après. Le choix de la composition de mélange est laissé à l'appréciation de l'agriculteur pour autant que les conditions suivantes soient respectées :

1. Graminées de base :

- le pourcentage (en poids) des semences est compris entre 50 et 95 % du mélange;
- les espèces non pérennes ou très intensives tels les ray-grass hybrides, italien et de Westerwold ainsi que les bromes cultivés sont exclus;
- le ray-grass anglais, la fléole et la fétuque des prés représentent chacun au maximum 30 % du mélange;

2. Légumineuses de base.

- le pourcentage (en poids) de semences est compris entre 15 et 40 % du mélange;
- trois espèces au minimum sont présentes, chacune à concurrence d'au moins 5 % du mélange;
- par dérogation à ce principe, le mélange peut ne pas contenir de légumineuses s'il contient au moins 5 autres dicotylées (voir 3° ci-dessous), chacune à concurrence d'au moins 1 % du mélange.

3. Autres dicotylées :

D'autres dicotylées peuvent être intégrées au mélange afin d'en améliorer l'impact esthétique, paysager ou mellifère, à condition qu'aucune espèce ne soit présente à concurrence de plus de 4 % du mélange.

Liste d'espèces proposées pour bandes ou tournières enherbées et diversification de semis en prairie temporaire

GRAMINEES DE BASE

<i>Alopecurus pratensis</i>	Vulpin des prés
<i>Anthoxanthum odoratum</i>	Flouve odorante
<i>Arrhenatherum elatius</i>	Fromental
<i>Dactylis glomerata</i>	Dactyle aggloméré
<i>Festuca pratensis</i>	Fétuque des prés
<i>Festuca rubra</i>	Fétuque rouge
<i>Lolium perenne</i>	Ray-grass anglais
<i>Phleum pratense</i>	Fléole des prés
<i>Poa pratensis</i>	Pâturin des prés
<i>Trisetum flavescens</i>	Avoine jaunâtre

LEGUMINEUSES DE BASE

<i>Lotus corniculatus</i>	Lotier corniculé
<i>Medicago lupulina</i>	Luzerne lupuline ou Minette
<i>Medicago sativa</i>	Luzerne cultivée
<i>Onobrychis viciifolia</i>	Sainfoin ou Esparcette
<i>Trifolium pratense</i>	Trèfle violet
<i>Trifolium repens</i>	Trèfle blanc

AUTRES DICOTYLEES

<i>Anthriscus sylvestris</i>	Cerfeuil sauvage
<i>Centaurea cyanus</i>	Bleuet
<i>Cichorium intybus</i>	Chicorée sauvage
<i>Daucus carota</i>	Carotte sauvage
<i>Echium vulgare</i>	Viperine
<i>Eupatorium cannabinum</i>	Eupatoire chanvrine
<i>Hypericum perforatum</i>	Herbe aux mille trous ou millepertuis
<i>Knautia arvensis</i>	Knautie
<i>Leucanthemum vulgare</i>	Grande marguerite
<i>Lychnis flos-cuculi</i> (*)	Lychnis fleur de coucou
<i>Lythrum salicaria</i> (*)	Salicaire
<i>Malva moschata</i>	Mauve musquée
<i>Malva sylvestris</i>	Mauve sauvage
<i>Melilotus alba</i>	Mélilot blanc
<i>Melilotus officinalis</i>	Mélilot officinal
<i>Mentha aquatica</i> (*)	Menthe aquatique
<i>Origanum vulgare</i>	Origan
<i>Papaver dubium</i>	Pavot douteux ou petit coquelicot
<i>Papaver rhoeas</i>	Grand coquelicot
<i>Plantago lanceolata</i>	Plantain lancéolé
<i>Prunella vulgaris</i>	Brunelle commune
<i>Reseda lutea</i>	Réséda jaune
<i>Rumex acetosa</i>	Oseille des prés
<i>Scrophularia nodosa</i>	Scrofulaire noueuse
<i>Symphytum asperum</i>	Consoude rude
<i>Symphytum officinale</i>	Consoude officinale
<i>Symphytum x uplandicum</i>	Consoude hybride
<i>Trifolium hybridum</i>	Trèfle hybride
<i>Trifolium incarnatum</i>	Trèfle incarnat

(*) Réserve aux sols humides.

METHODE 2. — Tournières de conservation et bandes de prairie extensive

A. Remplacement d'une culture sous labour par une bande de prairie extensive ou tournière enherbée installée pour 5 ans

Celui-ci peut donner lieu à une subvention annuelle de 3.000 francs (74,37 euros) pour une superficie de 800 m² de bande enherbée (correspondant à 200 mètres sur 4 mètres, soit une influence sur 1 ha [= « équivalence »]); ces 3.000 francs (74,37 euros) sont portés à 4.000 francs (99,16 euros) le long des cours d'eau. Pour le calcul de la prime, les superficies supérieures à 800 m² ne sont prises en compte que par tranches de 200 mètres carrés supplémentaires.

Les conditions à respecter sont :

1. Cette bande de prairie ou tournière enherbée a une longueur minimale de 200 mètres et une largeur comprise entre quatre et vingt mètres. En aucun cas, la superficie de ces bandes n'excède la superficie de culture sous labour du même exploitant contiguë à ces bandes, ni 8 % de la superficie sous labour de l'exploitation.

2. Cette bande de prairie en bordure de champ (encore appelée fourrière ou tournière) est implantée prioritairement le long d'un cours d'eau ou d'une zone humide. Elle peut également être implantée en bordure de bois, le long de haies, talus, chemins, lotissements et habitations. Elle ne peut être installée en bordure d'une autre culture sous labour que si une tournière de conservation est également installée de l'autre côté de la limite de parcelle ou s'il y a accord écrit de l'exploitant de la parcelle voisine.

3. Le long des cours d'eau, la largeur minimale est de huit mètres.

4. Elle est ensemencée avec un mélange diversifié (cf. 1B) dont la composition est transmise à l'administration.

5. Elle ne reçoit aucun fertilisant.

6. Elle n'est traitée avec aucun produit phytopharmaceutique, un traitement localisé avec des herbicides spécifiques est toléré contre les orties, rumex et chardons.

7. Elle n'est pas pâturée.

8. Elle ne peut être fauchée qu'après le 1^{er} juillet en zone précoce et le 15 juillet en zone tardive. Le produit de la fauche est exporté de la parcelle.

9. Elle n'est pas accessible à des véhicules motorisés à des fins de loisirs.

B. Tournière extensive

L'installation d'une tournière extensive pour cinq ans au moins peut donner lieu à une prime annuelle de 1.500 francs (37,18 euros) pour une superficie de 800 mètres carrés (correspondant à 200 mètres sur 4 mètres, soit une influence sur 1 hectare [= « équivalence »]). Les superficies supérieures ne sont prises en compte que par tranche de 200 mètres carrés. Les conditions à respecter sont :

1. Cette tournière extensive a une largeur comprise entre quatre et vingt mètres. En aucun cas, la superficie de ces tournières n'excède la moitié de la superficie de la parcelle, ni 8 % de la superficie sous labour de l'exploitation.

2. La tournière extensive est ensemencée et récoltée comme une culture ordinaire.

3. Elle est implantée en bordure de bois, le long de haies, talus, chemins, lotissement et habitations, à l'exclusion de la limite avec une autre culture (sauf si une tournière est également installée sur la parcelle voisine ou s'il y a accord écrit de l'exploitant de celle-ci).

4. Elle ne reçoit aucun fertilisant.

5. Des traitements phytopharmaceutiques limités sont tolérés (se référer à la mesure 6 a et b pour les céréales, à la mesure 7 pour le maïs; en betteraves, seuls les traitements fongicides sont tolérés tandis qu'en pommes de terre, seuls les traitements contre le mildiou sont autorisés).

6. Les subventions relatives à cette mesure ne peuvent être attribuées si la parcelle bénéficie d'aides aux tournières enherbées ou à l'agriculture biologique.

C. Bande de prairie extensive

En remplacement d'une prairie intensive ou implantée autour d'un verger basses tiges, une bande de prairie extensive peut donner lieu à une subvention annuelle de 4.000 francs (99,16 euros) pour une superficie de 1.600 mètres carrés de bande de prairie extensive (correspondant à 200 mètres sur 8, soit une influence sur 1 hectare [= « équivalence »]). Les superficies supérieures ne sont prises en compte que par tranches de 200 mètres carrés supplémentaires :

1. En remplacement d'une prairie intensive, cette bande est implantée le long d'un cours d'eau, d'un plan d'eau, ou dans une des situations décrites à l'article 3, § 1^{er}, 5°;

en remplacement d'un verger basses tiges, cette bande de prairie extensive fait le tour de la parcelle.

2. Elle a une longueur minimale de 200 mètres et une largeur comprise entre 8 et 20 mètres.

3. Elle ne reçoit aucun fertilisant et aucun produit phytopharmaceutique, à l'exception de traitements localisés contre les orties, chardons et rumex.

4. Elle ne peut être fauchée qu'après le 1^{er} juillet en zone précoce et après le 15 juillet en zone tardive. Le produit de la fauche est exporté de la parcelle.

5. Elle ne peut être pâturée qu'après ces dates et avec des charges en bétail toujours inférieures à 2 U.G.B. par hectare sur la parcelle pâturée. En dehors d'un endroit spécialement aménagé pour l'abreuvement, l'accès direct du bétail aux berges et lits du cours d'eau est interdit.

6. Elle n'est pas accessible à des véhicules motorisés à des fins de loisirs.

7. Cette méthode n'est pas cumulable avec la méthode 1 (fauche tardive).

METHODE 3. — Maintien et entretien des éléments du paysage et de la biodiversité tels les haies et bandes boisées, vieux arbres fruitiers à haute tige dans les pâtures ou mares

Les exploitants qui s'engagent à ne pas détruire de tels éléments, à entretenir et si, possible, améliorer le réseau écologique de leur exploitation peuvent obtenir les subventions suivantes :

1. F. 2.000 (49,58 euros) par an pour une longueur d'au moins 200 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 1 ha et plus;

2. F. 5.000 (123,95 euros) par an pour une longueur d'au moins 500 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 2,5 ha et plus;

3. F. 10.000 (247,89 euros) par an pour une longueur d'au moins 1.000 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 5 ha et plus;

4. F. 20.000 (495,79 euros) par an pour une longueur d'au moins 2.000 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 10 ha et plus;

5. F. 40.000 (991,57 euros) par an pour une longueur d'au moins 4.000 m de haies ou son équivalent, soit une influence sur 20 ha et plus.

Les éléments du paysage et de la biodiversité doivent correspondre aux conditions suivantes :

A. Les haies, alignements d'arbres et bandes boisées

1. Les haies sont des bandes continues d'arbres ou d'arbustes indigènes, des alignements d'arbres indigènes dans les parcelles agricoles, à l'exclusion des plantations ou rangées monospécifiques de peupliers; dans le cas d'alignements ou rangées d'arbres, ceux-ci doivent compter un minimum de 10 arbres avec une distance maximale de 10 mètres entre les arbres.

2. L'exploitant s'engage à ne pas détruire de haie ou, en cas de nécessité, à replanter une longueur au moins équivalente à la longueur dégradée, en accord avec l'administration.

3. Il veille à maintenir, restaurer ou améliorer le maillage de haies sur son exploitation et à maintenir celles-ci suffisamment denses.

4. Il s'abstient de tout épandage de fertilisant et de tout traitement phytopharmaceutique à proximité de la haie, à l'exception de traitements localisés contre les orties, chardons et rumex.

5. Les travaux d'entretien (taille) ne sont pas effectués entre le 15 avril et le 1^{er} juillet.

Ces travaux consistent en :

a) haie taillée : une taille par an;

b) haie bocagère et arbres têtards : la tête est rabattue à environ 2 mètres tous les deux à quinze ans;

c) haie libre : taille latérale et recépage occasionnels afin de la maintenir touffue et d'éviter d'empiéter sur les terrains avoisinants;

d) haie brise vent et bandes boisées : taille latérale éventuelle et rabattage partiel et facultatif tous les huit à quinze ans pour éviter de dégarnir la base.

B. Conservation de vieux arbres fruitiers à haute tige dans les pâtures

1. Les arbres éligibles sont des arbres fruitiers à haute tige d'au moins trente ans situés dans des parcelles agricoles possédant un sous étage herbeux permanent régulièrement entretenu par la fauche ou (et) le pâturage.

2. L'exploitant s'engage à ne pas abattre d'arbre fruitier à haute tige sur son exploitation.

3. Il limite les traitements phytopharmaceutiques sur ses arbres; en particulier, il s'abstient de tout traitement au moyen d'un insecticide de synthèse.

4. La prime n'est accessible qu'à partir de 10 arbres fruitiers et est plafonnée à l'équivalent de 200 arbres fruitiers par exploitation; chaque arbre est assimilé à 5 mètres de haies ou une influence sur 2,5 ares.

C. Mares et points d'eau

1. Les mares et points d'eau sont des étendues permanentes d'eau dormante d'une superficie minimale de 10 m² situées dans des parcelles agricoles.

2. Une bande de minimum deux mètres de large autour de la mare ne sera jamais labourée et ne sera pas accessible au bétail; un accès pour l'abreuvement de celui-ci peut néanmoins être aménagé, à condition que la partie accessible ne dépasse pas 10 % de la superficie et 25 % du périmètre de la mare.

3. Tout épandage et toute pulvérisation à moins de dix mètres des berges sont interdits.

4. L'exploitant veillera à maintenir ou améliorer la qualité de ce point d'eau en tant qu'élément du paysage et de la biodiversité; en particulier, il veillera à éviter l'introduction de tout déchet, produit ou substance qui pourrait nuire à celle-ci et de tout poisson. Il exclura tout remblai; en cas d'envasement ou d'atterrissement, l'agriculteur pratiquera le curage du point d'eau un fois au cours des cinq ans, en veillant à maintenir ou aménager au moins 25 % du périmètre en pente douce.

5. Chaque point d'eau correspondant à ces conditions est considéré comme ayant une influence sur une superficie moyenne de 50 ares; pour le calcul de la prime, chaque mare ou point d'eau est donc assimilé à 100 mètres de haie.

METHODE 4. — Maintien de faibles charges en bétail

Le maintien de charges en bétail comprises entre 0,6 et 1,4 U.G.B. (unité de gros bétail) par hectare de superficie fourragère peut donner lieu à une subvention annuelle de F. 2.000 (49,58 euros) par hectare de prairie aux conditions suivantes :

1. Au moins 90 % de la superficie fourragère de référence est constituée de prairies.

2. Ces prairies sont soit fauchées au moins une fois par an, soit pâturées au moins deux mois par an. Leur production, obtenue par fauche ou pâturage, est exclusivement destinée au cheptel de l'exploitation.

3. L'exploitant agricole s'engage à ne pas réduire la superficie de prairies permanentes de son exploitation.

4. Il s'engage à protéger et, autant que possible, à restaurer les éventuels haies et points d'eau de son exploitation.

Pour le calcul du nombre d'U.G.B., il faut comptabiliser les animaux de l'exploitation comme suit :

- bovins de 2 ans et plus, équidés de plus de 6 mois : 1 U.G.B.

- bovins de 6 mois à deux ans : 0,6 U.G.B.;

- brebis ou chèvres adultes : 0,15 U.G.B..

5. Cette mesure n'est pas cumulable avec une aide à la reconversion biologique.

METHODE 5. — Détention d'animaux de races locales menacées

Les exploitants qui s'engagent à détenir, pendant au moins cinq ans, des animaux de races locales menacées figurant dans l'inventaire communautaire des races menacées et dans la liste ci-dessous peuvent obtenir une subvention annuelle de F. 4.800 (118,99 euros) par cheval ou bovin et F. 700 (17,35 euros) par mouton, si ces animaux répondent aux conditions suivantes :

1. Répondre au standard originel de la race reconnue comme menacée de disparition.

2. Etre enregistré dans le livre généalogique agréé de la race, ou ce qui en tient lieu.

3. Etre âgé d'au moins 2 ans pour les juments et les bovins et 6 mois en races ovines. Les étalons devront être âgés de 3 ans et pouvoir participer à la reproduction.

De plus, en races bovines et ovines, l'exploitant doit s'engager à détenir pendant cinq ans un minimum de trois animaux pour lesquelles une subvention peut être obtenue.

Pour chaque race, cette prime est réduite lorsque le nombre de femelles enregistrées au livre généalogique s'approche de l'effectif maximum prévu pour la reconnaissance comme race locale menacée, à savoir 5.000 pour les chevaux et les bovins et 7.500 pour les moutons.

Ainsi, la prime est de :

- 100 % jusque 3.500 juments ou vaches et 5.250 brebis;
- 75 % au-delà de cet effectif maximum;
- 50 % au-delà de 4.000 juments ou vaches et 6.000 brebis;
- 25 % au-delà de 4.500 juments ou vaches et 6.750 brebis;
- 0 % au-delà de 5.000 juments ou vaches et 7.500 brebis.

La liste des races locales menacées subsidiables par la Région dans le cadre des mesures agri-environnementales est arrêtée à ce qui suit :

Races équinnes :

- cheval de trait belge;
- cheval de trait ardennais.

Races bovines :

- Blanc-Bleu mixte;
- Rouge de Belgique.

Races ovines :

- mouton laitier belge;
- mouton Entre Sambre et Meuse;
- mouton ardennais tacheté ou mouton des collines (Houtlandschaap);
- mouton ardennais roux ou Voskop;
- mouton Mergelland.

METHODE 6. — Réduction d'intrants en céréales

A. Réduction de la densité de semis

L'exploitant qui s'engage à réduire la densité de ses semis en céréales autres que le maïs peut obtenir une subvention annuelle de F. 3.600 (89,24 euros) par hectare aux conditions suivantes :

1. La densité maximale est de 200 grains par mètre carré.
2. les engrais azotés sont utilisés de façon modérée, sur base du reliquat présent et des exportations possibles.
3. Un seul traitement fongicide est permis.
4. Aucun traitement régulateur de croissance n'est appliqué.

B. Suppression des herbicides

L'exploitant qui s'engage à ne pas utiliser d'herbicides de synthèse en culture de céréales autres que le maïs peut obtenir une prime annuelle de F. 3.600 (89,24 euros) par hectare. Sont néanmoins tolérés, en cas d'infestation importante, des traitements spécifiques contre le gaillet et le liseron, et des traitements localisés contre les orties, les chardons et les rumex.

Chacun des engagements repris sous A et B empêche l'octroi pour les surfaces concernées de subventions pour tourtières extensives, agriculture biologique, ou culture d'anciennes espèces ou variétés.

Les subventions correspondant aux engagements repris sous A et B sont cumulables

METHODE 7. — Réduction et localisation des herbicides en maïs avec mécanisation du désherbage et sous-semis

A. Désherbage mécanique et traitement localisé

L'exploitant qui, en culture de maïs, s'engage à n'utiliser des herbicides de synthèse qu'en traitement localisé, sur la ligne de maïs, en excluant les composés de la famille des triazines, peut obtenir une subvention annuelle de F. 6.000 (148,74 euros) par hectare.

L'interligne traité uniquement de façon mécanique doit atteindre un minimum de 40 cm.

B. Sous-semis

L'exploitant qui s'engage à couvrir de façon efficace (80 % de recouvrement des 40 cm d'interligne en septembre) les interlignes de maïs au moyen d'une culture dérobée, implantée en sous-semis et maintenue jusqu'au 1^{er} janvier au moins peut obtenir une subvention annuelle de F. 6.000 (148,74 euros) par hectare.

Chacun des engagements repris sous A et B empêche l'octroi pour les surfaces concernées de subventions pour tourtières extensives ou agriculture biologique.

Les subventions correspondant aux engagements repris sous A et B sont cumulables à concurrence de F. 7.200 (178,48 euros).

METHODE 8. — Couverture du sol pendant l'interculture

L'exploitant qui s'engage à semer un couvert végétal dès que possible après la récolte précédente, en tout cas avant le 15 septembre, peut obtenir une subvention de F. 4.000 (99,16 euros) par hectare pour autant qu'il détruise ce couvert après le 1^{er} janvier.

Cette culture dérobée doit être suivie de l'implantation d'une culture de printemps ou d'une jachère.

Elle ne peut être constituée de plus de 50 % de légumineuses.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un couvert végétal de seigle peut être implanté après récolte tardive (maïs, pomme de terre, ...) à condition d'être semé avant le 1^{er} novembre et d'être détruit entre le 1^{er} mars et le 15 mai. Les superficies subventionnées ne peuvent être considérées comme tournières extensives, jachère ou agriculture biologique.

METHODE 9. — Fauches très tardives avec limitation des intrants

L'exécution de fauches très tardives peut donner lieu à une subvention annuelle de F. 10.000 (247,89 euros) par hectare aux conditions suivantes :

1. La fauche est effectuée de manière à permettre aux animaux de fuir; de l'intérieur vers l'extérieur, et autant que possible, en laissant des « bandes refuges » en bordure de parcelle.
2. Aucun pâturage et aucune fauche de la parcelle avant le 1^{er} juillet en zone précoce ou le 15 juillet en zone tardive.
3. Après cette date, le regain peut être fauché ou la parcelle mise en pâture avec des charges toujours inférieures à 2 U.G.B. (unité de gros bétail) par hectare.
4. L'apport en fertilisants est limité, par an, à 20 tonnes de fumier ou de compost ou 20 m; de lisier à l'hectare.
5. L'utilisation de produits phytopharmaceutiques et d'engrais minéraux est proscrite.
6. Les travaux de drainage sont interdits mais il est possible d'entretenir de façon modérée et peu destructrice pour la faune et la flore, les drains et fossés existants.
7. Cette mesure n'est pas cumulable avec la méthode 1 (fauche tardive) ou 2.C.(bande de prairie extensive).

METHODE 10. — Mesures conservatoires en zones humides

Une subvention annuelle de F. 2.000 (49,58 euros) par hectare peut être attribuée aux exploitants qui gèrent les prairies humides de façon extensive aux conditions suivantes :

1. Ne pas labourer, curer ou drainer.
2. Ne pas utiliser d'amendements, de fertilisants ni de produits phytopharmaceutiques.
3. Entretenir ces parcelles par la fauche ou (et) le pâturage.
4. Limiter la fauche à des fauches tardives.
5. Ne jamais faire pâturer par des charges supérieures à 2 U.G.B. par hectare.
6. Cette mesure n'est pas cumulable avec la méthode 2.C.(bande de prairie extensive).

METHODE 11. — Culture d'anciennes espèces ou variétés

A. Plantation d'anciennes variétés fruitières, à haute tige

L'exploitant qui plante des variétés anciennes d'arbres fruitiers, en haute tige, peut obtenir une subvention annuelle de F. 10.000 (247,89 euros) par hectare, pendant cinq ans, aux conditions suivantes :

1. Planter entre 40 et 80 arbres par hectare.
2. Leur assurer un développement harmonieux (protection contre le bétail, taille de formation, ...) tout en maintenant un sous-étage herbeux régulièrement entretenu.

B. Cultures régionales traditionnelles

1. En céréales, l'exploitant qui cultive d'anciennes variétés (inscrites depuis plus de quinze ans), du sarrasin ou, en région défavorisée, de l'épeautre peut obtenir une subvention annuelle de 4.000 francs (99,16 euros) par hectare à condition de limiter la fertilisation azotée minérale à un maximum de 70 unités, les traitements fongicides comme les herbicides à un seul traitement et à supprimer tout insecticide et tout régulateur de croissance. Cette mesure n'est pas cumulable avec des aides à l'agriculture biologique.

2. En pomme de terre, l'exploitant qui cultive d'anciennes variétés (Corne de gattes, Plate de Florenville ou Rosa, Ratte, Vitelotte) peut obtenir une subvention annuelle de 12.000 francs (297,47 euros) par hectare.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 1999 relatif à l'octroi de subventions agri-environnementales.

Namur, le 11 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 931

[C - 99/27244]

11. MÄRZ 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, unterzeichnet in Rom und gebilligt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 42 und 43;

Aufgrund der Verordnung des Rates der Europäischen Gemeinschaften (EWG) 2078/92 vom 30. Juni 1992 für umweltgerechte und den natürlichen Lebensraum schützende landwirtschaftliche Produktionsverfahren;

Aufgrund der Verordnung der Europäischen Kommission (EG) 746/96 vom 24. April 1996, abgeändert durch die Verordnung 435/97 vom 6. März 1997;

Aufgrund des am 7. April 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. April 1998 gegebenen Einverständnisses des Haushaltsministers;

Aufgrund der durch Artikel 6, § 3bis, 5° des Sondergesetzes vom 8. August 1980, der durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 eingefügt wurde, vorgesehenen Konzertierung;

Aufgrund der Entscheidung der Europäischen Kommission vom 18. Dezember 1998 zur Zustimmung zu den Abänderungen des Agrarumweltprogramms für die Wallonische Region;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß unverzüglich Maßnahmen zu verabschieden sind, um den Verordnungen der Europäischen Kommission folge zu leisten;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft;

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Minister: der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

2° Verwaltung: die Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Zone mit frühem Wachstum: abgesehen von den benachteiligten Zonen das gesamte Gebiet der Wallonischen Region, d.h. die lehmhaltigen und die lehm- und sandhaltigen landwirtschaftlichen Gebiete, das Hennegauische Kempen, das Gebiet des Kondroz und ein Teil der Lütticher Weidegegend ("Pays de Herve");

4° Zone mit spätem Wachstum: Der Teil des Gebietes der Wallonischen Region, der sich in einer im Sinne der EWG-Richtlinien 75/268 und 75/269 bestimmten benachteiligten Zone befindet, die in der Anlage 1 des Ministerialerlasses vom 4. September 1990 festgelegt sind, d.h. die landwirtschaftlichen Gebiete der Famenne, der Ardennen, der Hochardennen, der Juragegend, die Vennweidegegend und ein Teil der Lütticher Weidegegend ("Lütticher Ardennen");

5° Erhaltungsbetrieb: Betrieb, in dem entweder die Zucht von mindestens 2 bedrohten lokalen Tierarten (im Sinne der Anlage, Methode 5) oder die Kultur alter Sorten oder Arten (im Sinne der Anlage, Methode 11) betrieben wird;

6° landwirtschaftlicher Betriebsinhaber: die natürliche oder juristische Person, die Erzeugnisse hauptsächlich aus Landwirtschaft, Gartenbau oder Zucht produziert und diese Tätigkeit entweder hauptberuflich oder teilberuflich ausübt; der Betriebsitz der Begünstigten muß in der Wallonischen Region gelegen sein und diese müssen bei einer Sozialversicherungskasse pflichtversichert sein;

* Der Begriff der hauptberuflichen Tätigkeit bezieht sich auf die natürliche Person, die für die Geschäftsführung und die Verwaltung eines landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Betriebs oder eines Zuchtbetriebs verantwortlich zeichnet und dabei ein Einkommen bezieht, das mindestens 50 % ihres Gesamteinkommens darstellt und die den Tätigkeiten außerhalb dieses Betriebs weniger als 50 % ihrer gesamten Arbeitszeit widmet;

* Die juristische Person als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber: die juristische Person, deren Satzungen als Gesellschaftszweck hauptsächlich den landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Betrieb oder die Zucht vermerken, sowie die Vermarktung der Erzeugnisse dieses Betriebs, wobei zudem eine der nachfolgenden Bedingungen erfüllt werden muß:

1° unter einer der im Handelsgesetzbuch, Buch I, Titel IX, Abschnitt I, Artikel 2 angeführten Formen gegründet worden sein und die folgenden Bedingungen erfüllen:

a) die Aktien oder Anteile müssen namentlich gezeichnet sein;

b) die Aktien oder Anteile der Gesellschaft müssen mindestens zur Hälfte den Geschäftsführern oder Verwaltern gehören;

c) die Geschäftsführer oder Verwalter müssen unter den Gesellschaftern bezeichnet werden;

d) die Geschäftsführer oder Verwalter der Gesellschaft müssen mehr als 50 % ihrer Arbeitszeit einer landwirtschaftlichen Tätigkeit in der Gesellschaft widmen und aus dieser Tätigkeit mehr als 50 % ihres Gesamteinkommens beziehen;

2° unter der Form einer landwirtschaftlichen Gesellschaft gemäß dem Gesetz vom 12. Juli 1979 gegründet worden sein.

* Der Begriff der teilberuflichen Tätigkeit bezieht sich auf jene landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die mindestens 50 % ihres Einkommens aus landwirtschaftlichen, forstwirtschaftlichen oder pädagogischen Aktivitäten, aus dem Fremdenverkehr oder dem Handwerk oder aus Aktivitäten zum Unterhalt der Umwelt, für die öffentliche Hilfen gewährt werden, beziehen, wobei all diese Aktivitäten in ihrem Betrieb ausgeübt werden, und ohne daß der Anteil ihres Einkommens, der direkt durch die landwirtschaftliche Aktivität in ihrem Betrieb entsteht, unter 25 % des gesamten Einkommens liegen darf, und ohne daß die außerhalb des Betriebs ausgeübten Tätigkeiten mehr als die Hälfte der gesamten Arbeitszeit des Betriebsinhabers in Anspruch nehmen dürfen.

7° Nebenberuflicher Betreiber: die natürliche oder juristische Person, die Erzeugnisse aus Landwirtschaft, Gartenbau oder Zucht produziert und zu diesem Zweck eine Erzeugernummer und eine MwSt.-Nummer besitzt und bei einer Sozialversicherungskasse pflichtversichert ist.

8° Gepflügte Kultur: Kultur, deren landwirtschaftlich genutzte Fläche während der drei Jahre vor dem Antrag unter einer anderen Codenummer als 61 oder 62 in der GAP-Flächenerklärung angegeben worden ist; während des Verpflichtungszeitraums wird die Oberfläche in der angegebenen landwirtschaftlich genutzten Oberfläche unter einer anderen Codenummer als 61 angeführt. Mangels einer Flächenerklärung hat der landwirtschaftliche Betriebsinhaber durch jegliche Rechtsmittel, einschließlich seiner Erklärung beim N.S.I. bezüglich der Zählung, nachzuweisen, daß die betreffende landwirtschaftlich genutzte Fläche während der drei Jahre vor dem Antrag und während des Verpflichtungszeitraums für eine den oben angeführten Codenummern entsprechende gepflügte Produktion genutzt wurde.

9° Wasserlauf: kontinuierlich oder diskontinuierlich in einem permanenten, natürlichen oder künstlichen Bett fließendes Wasser, unabhängig von dessen Herkunft (Quelle, Regen...). Handelt es sich um ein künstliches Bett, dann muß dieses jedoch mit dem natürlichen Netz verbunden sein.

Art. 2 - Die Region gewährt agrarökologische Subventionen für jene Landwirte, die sich verpflichten, unter den Bedingungen, die in der Anlage festgelegt sind, eine oder mehrere der folgenden Produktionsverfahren anzuwenden;

1° a) Spätschnitt

b) Vervielfältigung der Aussaat und Spätschnitt auf Wechselwiesen;

2° Einrichtung von Erhaltungswendeflächen und extensiv genutzte Wiesenstreifen;

3° Aufrechterhaltung und Unterhalt landschaftlicher Elemente und der Artenvielfalt wie z.B. Hecken und Baumhecken, alte hochstämmige Obstbäume oder Teiche in den landwirtschaftlichen Flächen;

4° Aufrechterhaltung eines geringen Tierbesatzes;

5° Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen;

6° Verringerung der Einträge in Getreidekulturen;

7° Verringerung und Lokalisierung der Unkrautvertilgungsmittel bei Maisanbau mit Mechanisierung der Unkrautbekämpfung und Untersaaten;

8° Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur;

9° Sehr spätes Mähen mit Einschränkung der Erträge;

10° Konservierungsmaßnahmen in Feuchtgebieten;

11° Anbau alter Sorten oder Arten;

Die vorangeführten Maßnahmen 3° und 5° sind für nebenberufliche Betreiber zugänglich.

Jede der in Absatz 1 unter Punkt 1°, 4° und 6° bis 11° angeführten Verfahren wird auf einer Mindestfläche von 50 Ar angewandt, wohingegen die unter Punkt 2° und 3° angeführten Verfahren auf einer Mindestlänge von 200 Metern angewandt werden.

Art. 3 - § 1. Die für die in Artikel 2, 6° bis 8° angeführten Produktionsverfahren gewährten Subventionen sind für jene Parzellen vorbehalten, die:

1° entweder in einer Grundwasserschutzzone im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme-, Präventiv- und Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung des Grundwassers;

2° oder in einem gefährdeten Gebiet im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Mai 1994;

3° oder in einer im Dekret vom 16. Juli 1985 angeführten Naturparkzone;

4° oder in Zonen, die in den Anwendungsbereich der Europäischen Richtlinie über den Schutz der Vögel (Richtlinie 79/409 vom 2. April 1979) oder der Europäischen Richtlinie über die Erhaltung der Wohnräume (Richtlinie 92/43 vom 21. Mai 1992) fallen;

5° oder in anerkannten Naturschutzgebieten im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 17. Juli 1986 über die Anerkennung der Naturschutzgebiete, in domanialen Naturschutzgebieten im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur oder in biologisch relevanten feuchten Zonen im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Juni 1989 über den Schutz der biologisch relevanten feuchten Zonen gelegen sind, an sie grenzen oder in einer Entfernung von weniger als fünfzig Metern von diesen Gebieten oder Zonen liegen.

§ 2. Die Subventionen für die in Artikel 2, 9° und 10° angeführten Produktionsmaßnahmen sind auf die Parzellen begrenzt, die in § 1, 3°, 4° und 5° angeführt werden.

§ 3. In Abweichung von § 1 und § 2 und unabhängig von ihrer geographischen Lage können die Betriebsinhaber eines Erhaltungsbetriebs sowie jene Betriebsinhaber, die mindestens drei der in Artikel 2 angeführten Produktionsverfahren anwenden, in den Genuß aller agrarökologischen Subventionen gelangen, im Rahmen eines umweltgerechten Bewirtschaftungsplans des Betriebs, der durch die Verwaltung in enger Zusammenarbeit mit den Betriebsinhabern ausgearbeitet wird.

Der Bewirtschaftungsplan wird im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel ausgearbeitet, um als technische Unterstützungsgrundlage und Rahmen für die Durchführungsmaßnahmen zur Verbesserung der globalen Auswirkungen des Betriebs auf die Umwelt zu dienen.

Die Verabschiedung des Plans setzt eine Bewirtschaftung voraus, die einer umweltgerechten Betriebsführung entspricht.

Der Plan umfaßt:

- eine Ausgangsbestandsaufnahme;
- auf ein Jahr angelegte Ziele;
- auf fünf Jahre angelegte Ziele;
- langfristige Ziele.

Jedes Jahr ziehen der Betriebsinhaber und die Verwaltung Bilanz der durchgeführten Maßnahmen. Diese Bilanz dient dazu, die jährlichen Ziele zu bestimmen und unter Berücksichtigung der durchgeführten Aktionen und der dabei aufgetretenen Schwierigkeiten die auf fünf Jahre angelegten Ziele und die langfristigen Ziele ggf. zu überarbeiten. Diese Bilanzen werden uneingeschränkt als Bestandteil des Bewirtschaftungsplans gewertet.

Der Bewirtschaftungsplan beinhaltet eine Überprüfung der Verbesserungsmöglichkeiten der landwirtschaftlichen Praxis unter Berücksichtigung folgender Punkte:

1° Anwendung von Verhaltensregeln für eine gute fachliche Praxis in der Landwirtschaft;

2° Anwendung neuer Anbautechniken und Verbesserung bereits bestehender Techniken (lokale Anwendungen, mechanische Unkrautbekämpfung, biologische und integrierte Schädlingsbekämpfung, usw.);

3° Pflanzenschutzmaßnahmen auf der Grundlage eines Frühwarnsystems und unter Berücksichtigung des Schadschwellenprinzips;

4° regelmäßige Überprüfung der Ausbringungs- und Sprühgeräte;

5° Anpassung der Düngeperioden und der Mengen der angewandten Düngemittel unter Berücksichtigung von Nährstoffbilanzen (Bodenreserven, voraussichtliche Exportmengen,...) und Ausarbeitung eines Düngeplans und Führung eines Düngebuches;

6° Lagerung und Nutzungsarten des Dungs: Anpassung der Lagerungskapazitäten oder Teilnahme an Güllebanken, Vermischung von Gülle, ausreichende Kohlenstoffzufuhr (Stroh, Holzspäne,...) und Kompostieren von Stallmist;

7° Maßnahmen landschaftlicher Integration (eventuelle Anpflanzungen, Aussaat von "Blumen" in Wendeflächen, Anstrich oder Sandstrahlen von Gebäuden, Standort und Aussehen neuer Gebäude,... Maßnahmen zum Schutz oder zur Wiederherstellung des kleinen Erbgutes und der biologischen Vielfalt (Teiche und Feuchtgebiete, Hecken, usw.) und ggf. Klärung der Abwässer (Geruchsbekämpfung, Anlegen eines Absetzteiches für Abwässer, usw.).

Art. 4 - § 1. Jede Verpflichtung bezieht sich auf einen Zeitraum von fünf Jahren. Überträgt ein Begünstigter während des Verpflichtungszeitraums seinen Betrieb ganz oder teilweise einer anderen Person, so kann diese die Verpflichtung für den restlichen Zeitraum übernehmen. Erfolgt eine solche Übernahme nicht, so ist der Begünstigte verpflichtet, den empfangenen Betrag zurückzuerstatten.

Diese Rückzahlung wird nicht verlangt in Fällen höherer Gewalt und wenn ein Begünstigter, der seine Verpflichtungen bereits drei Jahre lang erfüllt hat, seine landwirtschaftliche Tätigkeit endgültig aufgibt und sich die Übernahme seiner Verpflichtungen durch einen Nachfolger als nicht durchführbar erweist.

§ 2. Ist der Begünstigte infolge von Flurbereinigungsverfahren nicht in der Lage, seine eingegangenen Verpflichtungen zu erfüllen, werden diese Verpflichtungen an die neue Lage des Betriebs angepaßt. Erweist sich eine solche Anpassung als unmöglich, so endet die Verpflichtung, ohne daß für den tatsächlichen Verpflichtungszeitraum eine Rückzahlung gefordert wird.

§ 3. Unbeschadet konkreter besonderer Umstände die im Einzelfall zu berücksichtigen sind, wird die Rückzahlung in den nachfolgenden Fällen höherer Gewalt nicht gefordert:

- 1° Tod des Betriebsinhabers;
- 2° länger andauernde Berufsunfähigkeit des Betriebsinhabers;
- 3° Enteignung eines wesentlichen Teils des Betriebs, soweit sie am Tag des Eingangs der Verpflichtung nicht vorherzusehen war;
- 4° schwere Naturkatastrophe, die die landwirtschaftlich genutzte Fläche des Betriebs erheblich in Mitleidenschaft zieht;
- 5° unfallbedingte Zerstörung der Stallungen des Betriebsinhabers;
- 6° Seuchenbefall des Tierbestandes des Betriebsinhabers oder eines Teils davon.

Fälle höherer Gewalt sind mit den entsprechenden Nachweisen der Verwaltung innerhalb einer Frist von zehn Arbeitstagen nach dem Zeitpunkt, ab dem der Betriebsinhaber hierzu in der Lage ist, schriftlich mitzuteilen.

§ 4. Vergrößert ein Begünstigter während des Verpflichtungszeitraums seine Betriebsfläche, so kann diese zusätzliche Fläche für den restlichen Verpflichtungszeitraum in die Verpflichtung, die die gesamte Betriebsfläche betraf, mit einbezogen werden, vorausgesetzt, diese Einbeziehung:

- bringt unzweifelhafte Vorteile für die Umwelt mit sich;
- ist gerechtfertigt durch die Art der Verpflichtung, die Länge des restlichen Zeitraums und die Größe der zusätzlichen Fläche, die deutlich geringer als die ursprüngliche Fläche sein muß, oder zwei Hektar nicht überschreiten darf und,
- beeinträchtigt nicht die wirksame Überprüfung der Einhaltung der Gewährungs-voraussetzungen der Beihilfen.

§ 5. Wird die einer Verpflichtung unterworfenen Fläche während des Verpflichtungszeitraums innerhalb des Betriebs vergrößert, kann die ursprüngliche Verpflichtung des Begünstigten durch eine neue Verpflichtung ersetzt werden, die für die gesamte Fläche eingegangen wird und deren Bedingungen mindestens genauso strikt sind wie die der ursprünglichen Verpflichtung.

§ 6. Die Umwandlung einer Verpflichtung in eine andere Verpflichtung im Rahmen der Verordnung 2078/92 ist während des laufenden Verpflichtungszeitraums erlaubt, sofern:

- eine solche Umwandlung unzweifelhafte Vorteile für die Umwelt mit sich bringt;
- die bereits eingegangene Verpflichtung erheblich verschärft wird.

Art. 5 - Die Subventionen können nicht für die Flächen gewährt werden, die Gegenstand einer gemeinschaftlichen Stilllegungsregelung für Flächen sind und die nicht für den Anbau von Lebensmitteln genutzt werden.

Art. 6 - § 1. Der Gesamtbetrag der in Anwendung des vorliegenden Erlasses gezahlten agrarökologischen Subventionen wird auf 400.000 BEF (9.915,74 Euro) pro Jahr und Betrieb begrenzt.

- Wenn der landwirtschaftliche Betriebsinhaber eine Vereinigung ist, dann kann dieser Höchstbetrag mit der Anzahl Landwirte, die diese Vereinigung bilden, multipliziert werden.
- Wenn der landwirtschaftliche Betriebsinhaber eine Gesellschaft ist, dann kann dieser Höchstbetrag mit der Anzahl Geschäftsführer oder Verwalter, die den Status eines Landwirts führen, multipliziert werden.

§ 2. Unbeschadet der in § 1 des vorliegenden Artikels und in der Anlage dieses Erlasses vorgesehenen Einschränkungen werden für die verschiedenen von den Europäischen Union mitfinanzierten agrarökologischen Subventionen folgende kumulierte Höchstbeträge festgesetzt:

- 1° 7.200 BEF (178,48 Euro) je Hektar jährlich für die Kulturen, für die eine Hektarprämie entsprechend den Vorschriften der Verordnungen über die gemeinsamen Marktorganisationen gewährt wird;
- 2° 12.000 BEF (297,47 Euro) je Hektar jährlich für die anderen einjährigen Kulturen und für Grünland;

Der in Absatz 1, 2° vorgesehene Höchstbetrag wird auf 17.000 BEF (421,42 Euro) je Hektar jährlich angehoben für die 'Erhaltungsbetriebe' und die Landwirte, die biologische Pro

Art. 7 - Der Antrag auf Subventionierung ist bei der Verwaltung anhand der Formulare zu stellen, deren Muster durch den Minister festgelegt wird.

Die Antragsakte umfaßt:

- 1° eine Abschrift des Plans des Betriebs im Maßstab 1/10.000, der im Rahmen der jährlichen Flächenerklärung eingereicht wurde, falls eine derartige Erklärung eingereicht wird oder in Ermangelung dieser Erklärung ein Plan des Betriebs im Maßstab 1/10.000;
- 2° den Beweis, daß der Betriebsinhaber das Statut eines landwirtschaftlichen Betriebsinhabers im Sinne des vorliegenden Erlasses besitzt;
- 3° eine Abschrift der Flächenerklärung, wenn diese vorhanden ist, außer für die Verpflichtung, die auf Artikel 2, 5° beruht;
- 4° eine Abschrift des letzten Stallinventars, aufgestellt von der Vereinigung zur Bekämpfung der Vieherkrankungen, wenn die Verpflichtung auf Artikel 2, 4° beruht;
- 5° eine Abschrift aller Identifizierungsdokumente der Tiere, wenn die Verpflichtung auf Artikel 2, 5° beruht;

Für die Anwendung von Absatz 1, 1° werden die Flächen, die Gegenstand eines Subventionsantrags sind und die linearen Ausdehnungsflächen in den Schriftstücken vermerkt.

Für die in Artikel 2, 6° bis 8° angeführten Produktionsverfahren ist jedes Jahr spätestens beim Anlegen der Kultur der Verwaltung ein Plan im Maßstab 1/10.000, auf dem die Parzellen angegeben werden, sowie ein Inventar, in dem die Fläche jeder Parzelle angegeben wird, zu übermitteln.

Jeder Antrag ist innerhalb einer Frist von zehn Arbeitstagen nach Eingang der Akte Gegenstand einer Empfangsbestätigung. Jede unvollständige Antragsakte wird unter Angabe der fehlenden Schriftstücke innerhalb der gleichen Frist zurückgesandt.

Art. 8 - Der leitende Beamte der Verwaltung verabschiedet jedes weitere Schriftstück bezüglich der Verwaltungsbestimmungen und insbesondere bezüglich der Kontrolle der Verpflichtungen in Übereinstimmung mit Kapitel III der Verordnung 746/96.

Im Falle von außergewöhnlichen Umständen kann dieser die erforderlichen abweichenden Maßnahmen treffen.

Art. 9 - Der leitende Beamte der Verwaltung:

1. beschließt über jeden Antrag auf Subventionierung;
2. unterzeichnet den Bewirtschaftungsplan.

Art. 10 - Die Gewährungsmitteilung verpflichtet zur Beachtung der eingegangenen Verpflichtungen und verpflichtet den Antragsteller:

1° sich einer Kontrolle der Beachtung der eingegangenen Verpflichtungen zu unterziehen, insbesondere dadurch, daß er den Zugang zu den verschiedenen Parzellen und Sanitel-Daten erlaubt, daß er die Tiere vorstellt, für die Zuschüsse gewährt werden, und daß er jedes Jahr eine Kopie der Flächenerklärung übermittelt;

2° sich einverstanden zu erklären, als Modell für andere Landwirte zu dienen;

3° der Region alle technischen und finanztechnischen Angaben zur Verfügung zu stellen, um die Ausarbeitung einer wirtschaftlichen und umweltspezifischen Bilanz der eingegangenen Verp

Die Verpflichtung beginnt unter Vorbehalt ihrer Mitteilung am Tag, an dem die Verwaltung feststellt, daß die Maßnahmen, für die die Subventionen beantragt wurden, tatsächlich getroffen wurden und gerechtfertigt sind.

Art. 11 - Der erste jährliche Teilbetrag der Subvention ist innerhalb von fünfzehn Monaten nach dem Beginn der Verpflichtung auszuführen.

Die vier weiteren Zahlungen werden auf der Grundlage eines jährlichen Zahlungsantrags ausgezahlt und ggf. auf der Grundlage einer Erklärung über durchgeführte oder geplante Änderungen.

Art. 12 - § 1. Unbeschadet der Artikel 55 bis 58 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung ist der betreffende Betriebsinhaber verpflichtet, ihm ungeschuldet gezahlte Beträge zurückzuzahlen, zuzüglich Zinsen, die zum gesetzlich festgesetzten Zinssatz berechnet werden für den Zeitraum zwischen der Subventionszahlung und der Rückerstattung durch den Begünstigten.

Falls die Subvention infolge eines Irrtums der Verwaltung ungeschuldet gezahlt wurde, werden keinerlei Zinsen erhoben.

Der zurückverlangte Betrag kann jedoch von der ersten Zahlung abgezogen werden, die für den betreffenden Betriebsinhaber nach dem Datum, an dem die Rückerstattung beschlossen wurde, erfolgt ist. Nach der Unterrichtung des Begünstigten von der ungeschuldeten Zahlung werden keinerlei Zinsen erhoben.

§ 2. Wird festgestellt, daß die in der Verpflichtung angegebene Fläche oder Länge die bei einer Kontrolle bestimmte Fläche oder Länge übersteigt, wird der Betrag der Beihilfe auf der Grundlage der bei der Kontrolle effektiv bestimmten bezuschußbaren Fläche oder Länge berechnet. Ausgenommen bei Fällen höherer Gewalt wird jedoch die bezuschußbare Fläche oder Länge um den doppelten Wert des festgestellten Überschusses verringert, wenn dieser mehr als 3 % oder 2 Ha beträgt und höchstens 20 % der bestimmten bezuschußbaren Fläche oder Länge ausmacht.

Falls der Überschuß mehr als 20 % der bestimmten bezuschußbaren Fläche oder Länge ausmacht, wird für die Fläche keine Beihilfe gezahlt und sind die bereits ausgezahlten Subventionen zurückzuzahlen.

Die vorerwähnten Verringerungen werden nicht angewandt, wenn der Betriebsinhaber den Beweis erbringen kann, daß er sich zur Bestimmung der bezuschußbaren Fläche angemessen auf von der Verwaltung anerkannte Angaben bezogen hat.

§ 3. Wird im Rahmen von Beihilfen für den Viehbestand festgestellt, daß die in der Verpflichtung angegebene Anzahl Tiere nicht mit der bei einer Kontrolle festgestellten Anzahl übereinstimmt, wird der Betrag der Beihilfe auf der Grundlage der bei der Kontrolle effektiv bestimmten Anzahl bezuschußbarer Tiereinheiten berechnet. Ausgenommen bei Fällen höherer Gewalt wird jedoch die effektiv bestimmte Anzahl bezuschußbarer Tiereinheiten um den doppelten Wert des festgestellten Unterschieds verringert, wenn dieser mehr als 2 Tiere oder 5 % beträgt und höchstens 20 % der bestimmten bezuschußbaren Tiereinheiten ausmacht.

Falls der festgestellte Unterschied mehr als 4 Tiere oder 20 % der bestimmten bezuschußbaren Tiereinheiten ausmacht, wird für den Viehbestand keine Beihilfe gezahlt und sind die bereits ausgezahlten Subventionen zurückzuzahlen.

Die vorerwähnten Verringerungen werden nicht angewandt, wenn der Betriebsinhaber den Beweis erbringen kann, daß er sich zur Bestimmung der bezuschußbaren Tiereinheiten angemessen auf von der Verwaltung anerkannte Angaben bezogen hat.

§ 4. Wird im Rahmen von Beihilfen für den Viehbestand festgestellt, daß die bei der Kontrolle festgestellte Anzahl Großvieheinheiten (G.V.E.) die auf der Grundlage der verfügbaren Weideflächen festgelegte erlaubte Anzahl übersteigt, wird, ausgenommen bei Fällen höherer Gewalt, der Betrag der Beihilfe um den zweifachen Wert des prozentualen Überschusses verringert, wenn der festgestellte Überschuß mehr als 3 % beträgt und höchstens 20 % der erlaubten Anzahl G.V.E. ausmacht.

Der Betriebsinhaber ist verpflichtet, seine Situation innerhalb von zehn Arbeitstagen zu regularisieren. Anderenfalls werden die gesamten Beihilfen gestrichen und sind die gesamten erhaltenen Beträge zurückzuzahlen.

Falls der Überschuß mehr als 20 % ausmacht, wird keine Beihilfe gewährt und sind die ausgezahlten Subventionen zurückzuzahlen.

§ 5. Wenn die Bedingungen für die Gewährung einer Beihilfe die Beachtung bestimmter Termine umfassen, führt die Mißachtung dieser Termine für das betreffende Jahr zur Streichung dieser Beihilfe. Tritt diese Mißachtung wiederholt auf oder erstreckt sie sich über mehr als zwei Wochen wird keine agrarökologische Beihilfe gewährt und sind die ausgezahlten Subventionen zurückzuzahlen.

§ 6. Im Fall falscher Angaben, die absichtlich oder aufgrund grober Fahrlässigkeit gemacht wurden, wird der betreffende Betriebsinhaber von der Gewährung jedweder agrarökologischen Subvention ausgeschlossen. Für die Dauer von zwei Jahren kann er keine neue agrarökologische Verpflichtung mehr eingehen.

§ 7. Die ausgezahlten Subventionen sind rückzuerstatten, wenn der Betriebsinhaber während des Zeitraums der Verpflichtung oder während der darauffolgenden 24 Monate endgültig aufgrund eines Verstoßes gegen die Gesetzgebung in Sachen Umwelt oder Naturschutz verurteilt wird.

§ 8. Im Falle einer Beanstandung der getroffenen Entscheidung ist jeder Antrag auf Neuüberprüfung der Akte vom Begünstigten innerhalb eines Monats nach deren Notifizierung einzureichen.

Art. 13 - Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen wird aufgehoben.

Art. 14 - Die auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen gewährten Subventionen können für die verbleibenden Jahre und nach Einreichung eines Antrags auf Neuüberprüfung durch den Begünstigten an die Bedingungen des vorliegenden Erlasses angepaßt werden.

Art. 15 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 16 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
Anlage

Bedingungen Bezüglich Umweltgerechter Produktionsverfahren

METHODE 1. — Durchführung des Spätschnitts und Vervielfältigung der Aussaat

A. Spätschnitt

Die Durchführung eines Spätschnitts kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer Prämie von 5.000 BEF (123,95 Euro) je Hektar jährlich geben.

1. Keine Beweidung und kein Schnitt der Parzelle vor dem 20. Juni in einer Zone mit frühem Wachstum oder vor dem 1. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum.

2. Gemäßigtes Einbringen von Düngemitteln (um eine gute biologische Vielfalt aufrecht zu erhalten, wird empfohlen die Menge von 60 Einheiten Stickstoff oder 40 Tonnen Mist oder Kompost oder aber 2 X 20m; Gülle je Hektar jährlich nicht zu überschreiten).

Eine von der Verwaltung durchgeführte pflanzenkundliche Aufstellung muß ermöglichen, die Präsenz und das Mindestmaß von Zeigerpflanzen, die auf extensive Mähwiesen hinweisen, nachzuweisen.

3. Keine Anwendung von Pflanzenschutzmitteln, mit Ausnahme der lokalen Behandlung gegen Disteln und Ampfer.

B. Vervielfältigung der Aussaat auf Wechselwiesen

Die Vervielfältigung der Aussaat auf Wechselwiesen kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer Zusatzprämie von 3.000 BEF (74,37 Euro) je Hektar für das Jahr der Einrichtung geben:

1. Die Zusammenstellung des Saatgutes wird der Verwaltung mitgeteilt. Zudem wird nichts unterlassen, um die Vielfalt der Flora aufrecht zu erhalten.

2. Diese Zusatzprämie wird nur einmal in fünf Jahren gewährt und setzt das Einführen des Systems des "Spätschnitts" während diesen fünf Jahren voraus.

3. Eine von der Verwaltung durchgeführte pflanzenkundliche Aufstellung muß ermöglichen, einen ausreichenden Anteil der ausgesäten Arten und der Zeigerpflanzen nachzuweisen.

4. Eine Liste der vorgeschlagenen Arten wird nachstehend angeführt. Die Wahl der Zusammenstellung des Saatgutes wird der Bewertung des Landwirtes überlassen, insofern folgende Bedingungen erfüllt sind:

1. Gräser:

- der Prozentsatz (des Gewichts) liegt zwischen 50 und 95 v.H. der Mischung;
- Nicht-ausdauernde oder sehr intensive Pflanzen, wie z.B. das hybride, italienische oder Westerworld Raygras sowie die Anbautrespen sind auszuschließen;

- das englische Raygras, das Wiesenlieschgras und der Wiesenschwingel sind jeweils zu höchstens 30 v.H. in der Mischung vertreten;

2. Leguminosen:

- der Prozentsatz (des Gewichts) liegt zwischen 15 und 40 v.H. der Mischung;
- mindestens 3 Arten sind jeweils zu mindestens 5 v. H. in der Mischung vertreten;
- in Abweichung dieses Grundsatzes darf die Mischung keine Leguminosen beinhalten, wenn sie mindestens 5 andere Dykotylen umfaßt (siehe nachstehend 3°), die jeweils zu mindestens 1 v. H. in der Mischung vertreten sind;

3. Weitere Dikotylen:

Andere Dikotylen können in die Mischung integriert werden, um den ästhetischen Charakter und das Landschaftsbild zu verbessern, sowie die Zahl der honigtragenden Pflanzen zu erhöhen, unter der Bedingung, daß keine Pflanze mehr als 4 v.H. der Mischung ausmacht.

Liste der für die begrasten Randstreifen oder Wendeflächen und die Vervielfältigung der Aussaat auf Wechselwiesen vorgeschlagenen Arten.

Liste der für die begrasten Randstreifen oder Wendeflächen und die Vervielfältigung der Aussaat auf Wechselwiesen vorgeschlagenen Arten

GRÄSER

<i>Alopecurus pratensis</i>	Vulpin des prés
<i>Anthoxanthum odoratum</i>	Flouve odorante
<i>Arrhenatherum elatius</i>	Fromental
<i>Dactylis glomerata</i>	Dactyle aggloméré
<i>Festuca pratensis</i>	Fétuque des prés
<i>Festuca rubra</i>	Fétuque rouge
<i>Lolium perenne</i>	Ray-grass anglais
<i>Phleum pratense</i>	Fléole des prés
<i>Poa pratensis</i>	Pâturin des prés
<i>Trisetum flavescens</i>	Avoine jaunâtre
LEGUMINOSEN	
<i>Lotus corniculatus</i>	Gemeiner Hornschotenklee
<i>Medicago lupulina</i>	Hopfenklee
<i>Medicago sativa</i>	Luzerne
<i>Onobrychis viciifolia</i>	Kulturspargeltee
<i>Trifolium pratense</i>	Rotklee
<i>Trifolium repens</i>	Weißklee

ANDERE KRÄUTER

<i>Anthriscus sylvestris</i>	Wiesenkerbel
<i>Centaurea cyanus</i>	Kornblume
<i>Cichorium intubus</i>	Blaue Wegwarte
<i>Daucus carota</i>	Wilde Möhre
<i>Echium vulgare</i>	Gemeiner Natternkopf
<i>Eupatorium cannabinum</i>	Hirschklee
<i>Hypericum perforatum</i>	Echtes Johanniskraut
<i>Knautia arvensis</i>	Ackerknautie
<i>Leucanthemum vulgare</i>	Wiesenwucherblume
<i>Lychnis flos-cuculi</i> (*)	Kuckucks-Lichtnelke
<i>Lythrum salicaria</i> (*)	Blutweiderich
<i>Malva moschata</i>	Moschusmalve
<i>Malva sylvestris</i>	Wilde Malve
<i>Melilotus alba</i>	Weisser Stein- (Honig-) Klee
<i>Melilotus officinalis</i>	Echter Steinklee
<i>Mentha aquatica</i> (*)	Wassermintze
<i>Origanum vulgare</i>	Wilder Majoran
<i>Papaver dubium</i>	Kleinmohn
<i>Papaver rhoeas</i>	Klatschmohn
<i>Plantago lanceolata</i>	Spitzwegerich
<i>Prunella vulgaris</i>	Kleine Brunelle
<i>Reseda lutea</i>	Gelbe Reseda
<i>Rumex acetosa</i>	Großer Ampfer
<i>Scrophularia nodosa</i>	Knotiger Braunwurz
<i>Symphytum asperum</i>	Rauer Beinwell
<i>Symphytum officinale</i>	Gemeiner Beinwell
<i>Svm hytum x uplandicum</i>	Bastard-Beinwell
<i>Trifolium hybridum</i>	Schwedenklee (Bastardklee)
<i>Trifolium incarnatum</i>	Inkarnatklee

(*) feuchten Böden vorbehalten

METHODE 2. — Erhaltungswendeflächen und extensiv genutzte Wiesenstreifen

A. Ersetzung einer gepflügten Kultur durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen oder eine begraste Wendefläche für eine Dauer von fünf Jahren

Diese Ersetzung kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer jährlichen Subvention von 3.000 BEF (74,37 Euro) für eine Fläche von 800 m² begrastem Wiesenstreifens (entspricht einer Fläche von 200 m x 4 m, d.h. einem Einflußbereich von 1 ha [= «Gleichwert»]) geben; entlang der Wasserläufe wird diese Prämie von 3.000 BEF (74,37 Euro) auf 4.000 BEF (99,16 Euro) erhöht. Für die Berechnung der Prämie werden für die Flächen, die 800 m² übersteigen, nur Flächenabschnitte von jeweils 200 m² berücksichtigt.

Folgende Bedingungen sind zu erfüllen:

1. Dieser Wiesenstreifen oder diese begraste Erhaltungswendefläche ist mindestens 200 Meter lang und zwischen 4 und 20 Metern breit. In keinem Fall stellt die Fläche dieser Streifen mehr als die Fläche der diese Streifen angrenzenden gepflügten Fläche desselben Betriebsinhabers oder mehr als 8 % der gepflügten Fläche des Betriebs dar.
2. Dieser Wiesenstreifen am Rande des Feldes (auch Vorgewende oder Wendefläche genannt) wird prioritär entlang eines Wasserlaufs oder eines Feuchtgebiets angelegt. Er kann ebenfalls entlang von Wäldern oder Hecken, Böschungen, Wegen, Parzellierungen oder Wohnhäusern angelegt werden. Er darf nur dann entlang einer anderen gepflügten Kultur angelegt werden, wenn eine Erhaltungswendefläche ebenfalls auf der anderen Seite der Parzellengrenze besteht, oder wenn ein schriftliches Einverständnis des Betriebsinhabers der Nachbarparzelle vorliegt.
3. Entlang eines Wasserlaufs beträgt die Mindestbreite 8 Meter.
4. Er wird mit einer vielfältigen Mischung (Siehe IB) eingesät, deren Zusammenstellung der Verwaltung mitgeteilt wird.
5. Auf den Wiesenstreifen wird keinerlei Dünger eingebracht.
6. Er wird mit keinem pflanzenschutzlichen Produkt behandelt, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung mit spezifischen Unkrautvernichtungsmitteln gegen Nesseln, Disteln und Ampfer.
7. Er wird nicht beweidet.
8. Er wird erst nach dem 1. Juli in einer Zone mit frühem Wachstum und nach dem 15. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum gemäht. Der Ertrag des Schnitts wird von der Parzelle entfernt.
9. Er ist für zu Freizeitwecken eingesetzte motorisierte Fahrzeuge nicht zugänglich.

B. Extensiv genutzte Wendefläche

Das Anlegen einer extensiv genutzten Wendefläche für eine Dauer von wenigstens 5 Jahren kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer jährlichen Prämie von 1.500 BEF (37,18 Euro) für eine Fläche von 800 m² (entspricht einer Fläche von 200 m x 4 m, d.h. einem Einflußbereich von 1 ha [= «Gleichwert»]) geben; für die Flächen, die 800 m² übersteigen, werden nur Flächenabschnitte von jeweils 200 m² berücksichtigt. Folgende Bedingungen sind zu erfüllen:

1. Diese extensiv genutzte Wendefläche ist zwischen 4 und 20 Metern breit. In keinem Fall stellt die Fläche dieser extensiv genutzten Wendeflächen mehr als die Hälfte der Fläche der Parzelle oder mehr als 8 % der gepflügten Fläche des Betriebs dar.
2. Die extensiv genutzte Wendefläche wird wie eine gewöhnliche Kultur eingesät und geerntet;
3. Sie wird entlang von Wäldern oder Hecken, Böschungen, Wegen, Parzellierungen oder Wohnhäusern angelegt, mit Ausnahme der Grenze einer anderen Kultur (außer wenn eine Wendefläche ebenfalls auf der anderen Seite der Parzellengrenze besteht, oder wenn ein schriftliches Einverständnis des Betriebsinhabers der Nachbarparzelle vorliegt);
4. Auf die Wendeflächen wird keinerlei Dünger eingebracht.
5. Begrenzte pflanzenschutzliche Behandlungen werden toleriert (man beziehe sich auf die Maßnahme 6a und 6b für Getreide und die Maßnahme 7 für Mais; bei Rüben werden nur Schimmelpilzbehandlungen toleriert und bei Kartoffeln sind nur Behandlungen gegen Mehltau erlaubt).
6. Die Subventionen im Rahmen dieser Maßnahme können nicht gewährt werden, wenn für die Parzelle bereits Subventionen für begraste Wendeflächen oder die biologische Landwirtschaft gewährt werden.

C. Extensiv genutzte Wiesenstreifen

Für die Ersetzung einer intensiv genutzten Wiese oder einer rund um eine Buschobstbaumanlage angelegten Wiese durch einen extensiv genutzten Wiesenstreifen kann eine jährliche Prämie von 4.000 BEF (99,16 Euro) für eine Fläche von 1.600 m² extensiv genutzter Wiesenstreifen (entspricht einer Fläche von 200 m x 8 m, d.h. einem Einflußbereich von 1 ha [=«Gleichwert»]) gewährt werden; für die Flächen, die 800 m² übersteigen, werden nur Flächenabschnitte von jeweils 200 m² berücksichtigt.

1. In Ersetzung einer intensiv genutzten Wiese wird dieser Wiesenstreifen entlang eines Wasserlaufs, einer Wasserstelle oder in einer der Lagen, die in Artikel 3, § 1, 5° beschrieben werden, angelegt; in Ersetzung einer Buschobstbaumanlage umrandet dieser extensiv genutzte Wiesenstreifen die gesamte Parzelle.
2. Der Wiesenstreifen ist mindestens 200 Meter lang und er weist eine Breite zwischen 8 und 20 Metern auf;
3. Auf den extensiv genutzten Wiesenstreifen werden keinerlei Dünger und keinerlei Pflanzenschutzmittel eingebracht, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung gegen Nesseln, Disteln und Ampfer;
4. Er wird erst nach dem 1. Juli in einer Zone mit frühem Wachstum und nach dem 15. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum gemäht. Der Ertrag des Mähens wird von der Parzelle entfernt;
5. Er darf nur erst nach diesen Daten zur Beweidung freigegeben werden, bei einem Tierbesatz, der zu keinem Zeitpunkt höher als 2 GVE (Großvieheinheiten) je Hektar Weidefläche sein darf. Der direkte Zugang des Viehs zu den Ufern und dem Bett der Wasserläufe ist untersagt, mit Ausnahme einer als Tränkstelle eingerichteten Stelle;
6. Er ist für zu Freizeitwecke eingesetzte motorisierte Fahrzeugen nicht zugänglich;
7. Diese Methode ist nicht mit der Methode 1 kumulierbar (Spätschnitt).

METHODE 3. — Aufrechterhaltung und Unterhalt landschaftlicher Elemente und der Artenvielfalt wie z.B. Hecken und Baumhecken, alte hochstämmige Obstbäume in Weiden oder Teiche

Jene landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die sich verpflichten, die vorerwähnten landschaftlichen Elemente nicht zu zerstören und zu unterhalten sowie insofern möglich das ökologische Netz auf ihrem Betriebsgelände zu verbessern, können in den Genuß folgender Subventionen gelangen:

1. 2.000 BEF (49,58 Euro) jährlich für eine Länge von mindestens 200 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflußbereich von 1 Hektar und mehr entspricht;
2. 5.000 BEF (123,95 Euro) jährlich für eine Länge von mindestens 500 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflußbereich von 2,5 Hektar und mehr entspricht;
3. 10.000 BEF (247,89 Euro) jährlich für eine Länge von mindestens 1.000 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflußbereich von 5 Hektar und mehr entspricht;
4. 20.000 BEF (495,79 Euro) jährlich für eine Länge von mindestens 2.000 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflußbereich von 10 Hektar und mehr entspricht;
5. 40.000 BEF (991,57 Euro) jährlich für eine Länge von mindestens 4.000 Metern von Hecken, oder für eine gleichwertige Fläche, die einem Einflußbereich von 20 Hektar und mehr entspricht.

Die landschaftlichen Elemente und die biologische Vielfalt haben folgende Bedingungen zu erfüllen:

A. Hecken, Baumreihen und Baumhecken

1. Bei den Hecken handelt es sich um ununterbrochene Streifen einheimischer Bäume oder Sträucher, um Reihen einheimischer Bäume in landwirtschaftlichen Parzellen, mit Ausnahme von nur eine Baumart enthaltenden Anpflanzungen oder Baumreihen von Pappeln; die Baumreihen müssen mindestens 10 Bäume umfassen und zwischen den Bäumen muß ein Höchstabstand von zehn Metern bestehen.

2. Der Landwirt verpflichtet sich, die Hecken nicht zu zerstören oder falls notwendig auf einer Länge neu anzupflanzen, die mindestens der zerstörten Länge entspricht, im Einverständnis mit der Verwaltung.

3. Er achtet darauf, das Heckennetz auf seinem Betriebsgelände zu erhalten, zu restaurieren oder zu verbessern, und diese Hecken ausreichend dicht zu halten.

4. In der Nähe der Hecke bringt er keinerlei Dünger und keinerlei Pflanzenschutzmittel ein, mit Ausnahme einer lokalen Behandlung gegen Nesseln, Disteln und Ampfer.

5. Die Unterhaltsarbeiten (Schnitt) dürfen nicht zwischen dem 15. April und dem 1. Juli durchgeführt werden.

Diese Arbeiten sind folgender Art:

- a) Geschnittene Hecke: ein Schnitt im Jahr;
- b) Schutzhecke und gekappte Bäume: der Heckenkopf wird alle 2 bis 15 Jahre auf zwei Meter zurückgeschnitten;
- c) Freie Hecke: gelegentlich seitlicher Schnitt und Zurückschnitt, um die Hecke dicht zu halten und um nicht auf Nachbargrundstücke überzugreifen;
- d) Windschutzhecke und Baumhecken: eventuell ein seitlicher Schnitt und ein eventueller Teilrückschnitt alle 8 bis 15 Jahre, damit der untere Teil nicht auslichtet.

B. Erhaltung alter hochstämmiger Obstbäume auf den Weiden

1. Bei den bezuschußbaren Bäumen handelt es sich um hochstämmige Obstbäume, die mindestens 30 Jahre alt sind und in landwirtschaftlichen Parzellen stehen, die eine Untersaat von Gräsern aufweisen, der regelmäßig durch Schnitt oder (und) Beweidung unterhalten wird.

2. Der Landwirt verpflichtet sich, auf seinem Betriebsgelände keinen hochstämmigen Obstbaum zu fällen.

3. Er begrenzt die pflanzenschutzlichen Behandlungen an den Bäumen; er führt keinerlei Behandlung mit einem synthetischen Insektizid durch.

4. Die Prämie wird erst ab einer Anzahl von 10 Obstbäumen gewährt und ist auf eine Anzahl begrenzt, die 200 Obstbäumen je Betrieb entspricht; jeder Baum entspricht einem Heckenabschnitt von 5 Metern oder einem Einflußbereich von 2,5 Ar.

C. Teiche und Wasserstellen

1. Bei den Teichen und Wasserstellen handelt es sich um permanente stehende Gewässer mit einer Mindestfläche von 10 m², die in landwirtschaftlichen Parzellen gelegen sind.

2. Um jeden Teich wird ein mindestens zwei Meter breiter Streifen aufrechterhalten, der nie gepflügt wird und für das Vieh nicht zugänglich ist; es kann jedoch ein Zugang zu einer Tränkestelle angelegt werden, unter der Bedingung, daß die zugängliche Fläche 10 % der gesamten Fläche und 25 % des Umfangs des Teiches nicht übersteigt.

3. Das Ausbringen und das Spritzen in einem Abstand von weniger als zehn Metern vom Ufer ist untersagt.

4. Der Landwirt wacht darüber, die Qualität dieser Wasserstelle als Bestandteil der Landschaft und der Artenvielfalt aufrechtzuhalten oder zu verbessern; er achtet insbesondere darauf, daß keinerlei Abfälle, kein Produkt und keine Substanz in das Wasser gelangen, die der Wasserstelle oder dem Fischbestand schaden könnten. Er unterläßt jegliche Aufschüttung; im Fall einer Verschlammung oder einer Verlandung führt der Landwirt einmal innerhalb von fünf Jahren das Ausschlännen der Wasserstelle durch, indem er gewährleistet, daß wenigstens 25 % des Umfangs als Flachufer aufrechterhalten oder angelegt werden.

5. Von jeder Wasserstelle, die diese Bedingungen erfüllt, wird davon ausgegangen, daß ihr durchschnittliches Einflußgebiet 50 Ar beträgt. Somit wird jeder Teich oder jede Wasserstelle bei der Berechnung der Prämie einer Länge von 100 m Hecke gleichgestellt.

METHODE 4. — Aufrechterhaltung eines geringen Tierbesatzes

Die Aufrechterhaltung von Tierbesatz zwischen 0,6 und 1,4 GVE (Großvieheinheit) je Hektar Futterfläche kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer jährlichen Prämie von 2.000 BEF (49,58 Euro) je Hektar Weidefläche geben:

1. Mindestens 90 v.H. der berücksichtigten Futterfläche bestehen aus Wiesen.
2. Diese Wiesen werden entweder mindestens einmal jährlich gemäht oder mindestens zweimal jährlich geweidet. Der Mäh- oder Weideertrag wird ausschließlich für den Tierbestand des eigenen Betriebs bestimmt.
3. Der Landwirt verpflichtet sich, die Fläche der Dauerwiesen seines Betriebs nicht zu verringern.

4. Er verpflichtet sich, die möglicherweise auf seinem Betriebsgelände existierenden Hecken und Wasserstellen zu schützen und insofern möglich zu restaurieren.

Für die Berechnung der Anzahl GVE, sind die Tiere des Betriebs folgendermaßen zusammenzuzählen:

Rinder von 2 Jahren und älter Pferde von mehr als 6 Monaten 1 GVE

Rinder von 6 Monaten bis 2 Jahren 0,6 GVE

Schafe oder Ziegen 0,15 GVE

5. Diese Maßnahme ist nicht kumulierbar mit einer Subvention zur Umwandlung zur biologischen Landwirtschaft.

METHODE 5. — Haltung von Tieren bedrohter lokaler Rassen

Die landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die sich verpflichten, während mindestens fünf Jahren Tiere bedrohter lokaler Rassen, die in der und in der nachstehenden Liste angeführt sind, zu halten, können in den Genuß einer jährlichen Prämie von 4.800 BEF (118, 99 Euro) je Pferd oder Rind und 700 BEF (17,35 Euro) je Schaf gelangen, wenn diese Tiere die folgenden Bedingungen erfüllen:

1. Dem ursprünglichen Standard der als vom Aussterben bedrohten anerkannten Tierart entsprechen;
2. In dem anerkannten Stammbuch der Rasse oder einem gleichwertigen Schriftstück eingetragen sein;
3. Für die Stuten und Rinder wenigstens 2 Jahre alt sein und für die Schafrassen wenigstens 6 Monate alt sein. Die Hengste müssen 3 Jahre alt sein und als Deckhengst eingesetzt werden können.

Außerdem muß sich der Betriebsinhaber im Fall der Rinder- und Schafrassen verpflichten, während fünf Jahren mindestens drei Tiere zu halten, für die eine Subvention erhalten werden kann.

Für jede dieser Rassen wird die Prämie verringert, wenn sich die Anzahl der im Stammbuch eingetragenen weiblichen Tiere der Höchstanzahl der Tiere nähert, die für die Anerkennung als bedrohte lokale Rasse vorgesehen ist, d.h. 5.000 im Fall von Pferden und Rindern und 7.500 im Fall von Schafen. Somit beträgt die Prämie:

- 100 v.H. bis 3.500 Stuten oder Kühe und 5.250 weibliche Schafe;
- 75 v.H. wenn diese Höchstzahl übertroffen wird;
- 50 v.H. bei mehr als 4.000 Stuten oder Kühen und 6.000 weiblichen Schafen;
- 25 v.H. bei mehr als 4.500 Stuten oder Kühen und 6.750 weiblichen Schafen;
- 0 v.H. bei mehr als 5.000 Stuten oder Kühen und 7.500 weiblichen Schafen;

Die Liste der bedrohten lokalen Rassen, für die von der Region im Rahmen der agarökologischen Maßnahmen ein Zuschuß gewährt werden kann, wird folgendermaßen festgelegt:

Pferderassen:

- Belgisches Zugpferd
- Ardenner Zugpferd

Rinderrassen:

- Blau-Weiß gemischt
- Flämische Rotbunte

Schafrassen:

- Belgisches Milchschaaf
- Maas und Samberschaaf
- Bergschaaf (Houtlandschaap) oder gefleckter Ardenner
- Kleiner Brabanter Fuchskopf oder Roter Ardenner
- Mergellandschaaf

METHODE 6. — Verringerung der Einträge in Getreidekulturen

A. Verringerung der Dichte der Getreidesaat

Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der sich verpflichtet, die Dichte der Getreidesaat (außer Mais) zu verringern, kann unter folgenden Bedingungen in den Genuß einer jährlichen Prämie von 3.600 BEF (89,24 Euro) je Hektar gelangen:

1. Die Höchstdichte beträgt 200 Körner pro Quadratmeter;
2. Die stickstoffhaltigen Düngemittel werden begrenzt angewandt, unter Berücksichtigung der vorhandenen Restkonzentration und der möglichen Ausfuhren;
3. Eine einzige Schimmelpilzbehandlung ist erlaubt;
4. Keine wachstumsregelnde Behandlung wird angewandt.

B. Verzicht auf Unkrautvernichtungsmittel

Dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, der sich verpflichtet, keine synthetischen Unkrautvernichtungsmittel in seinem

Getreideanbau anzuwenden, kann eine jährliche Prämie von 3.600 BEF (89,24 Euro) je Hektar gewährt werden. Im Fall eines umfangreichen Befalls werden spezifische Behandlungen von zum Beispiel Klebkraut oder Ackerwinde und lokale Behandlungen gegen Nesseln, Disteln und Ampfer toleriert.

Jede der unter Punkt A. und B. eingegangenen Verpflichtungen verhindert für die betreffenden Flächen die Gewährung von Subventionen für extensiv genutzte Wendeflächen, für die biologische Landwirtschaft oder den Anbau alter Sorten oder Arten.

Die Subventionen, die für die unter Punkt A. und B. eingegangenen Verpflichtungen gewährt werden, sind kumulierbar.

METHODE 7. — Verringerung und Lokalisierung der Unkrautvertilgungsmittel bei Maisanbau mit Mechanisierung der Unkrautbekämpfung und Untersaaten

A. Mechanische Unkrautbekämpfung und lokalisierte Behandlung

Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der sich bei einem Maisanbau verpflichtet, synthetische Unkrautvernichtungsmittel nur lokal für die Maisreihe anzuwenden, wobei er jedoch die Mittel, die einen Stoff aus der Familie der Triazine ausschließt, kann in den Genuß einer jährlichen Prämie von 6.000 BEF (148,74 Euro) je Hektar gelangen.

B. Untersaat

Der Landwirt, der sich verpflichtet, den Reihenabstand der Maiskultur wirksam abzudecken (80 v.H. Abdeckung der 40 cm Reihenabstand im September) durch einen Zwischenfruchtanbau als Untersaat, der mindestens bis zum 1. Januar aufrechterhalten wird, kann in den Genuß einer jährlichen Subvention von 6.000 BEF (148,74 Euro) je Hektar gelangen.

Jede der unter Punkt A. und B. eingegangenen Verpflichtungen verhindert für die betreffenden Flächen die Gewährung von Subventionen für extensiv genutzte Wendeflächen oder die biologische Landwirtschaft.

Die Subventionen, die für die unter Punkt A. und B. eingegangenen Verpflichtungen gewährt wurden, sind bis zu einem Betrag von 7.200 BEF (178,48 Euro) kumulierbar.

METHODE 8. — Bodenbedeckung vor der Frühjahrskultur

Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der sich verpflichtet, so schnell wie möglich nach der letzten Ernte und in allen Fällen vor dem 15. September eine Pflanzendecke zu sähen, kann in den Genuß einer jährlichen Subvention von 4.000 BEF (99,16 Euro) je Hektar gelangen, unter der Bedingung, daß er diese Pflanzendecke nicht vor dem 1. Januar zerstört.

Dieser Zwischenfruchtanbau muß durch eine Frühjahrskultur oder durch Brachland gefolgt werden

Er darf nicht zu mehr als 50 v.H. aus Leguminosen bestehen.

In Abweichung von Absatz 1 kann nach einer späten Ernte (Mais, Kartoffeln,...) eine aus Roggen bestehende Pflanzendecke angelegt werden, unter der Bedingung, daß sie vor dem 1. November gesät wird und zwischen dem 1. März und dem 15. Mai zerstört wird.

Die subventionierten Flächen dürfen nicht als extensiv genutzte Wendeflächen, Brachland oder Flächen für die biologische Landwirtschaft gelten.

METHODE 9. — Sehr spätes Mähen mit Einschränkung der Einträge

Die Durchführung eines sehr späten Schnitts kann unter folgenden Bedingungen Anlaß zur Gewährung einer jährlichen Prämie von 10.000 BEF (247,89 Euro) je Hektar geben:

1. Das Mähen wird auf eine Art und Weise durchgeführt, die den Tieren eine Flucht ermöglicht, von innen nach außen. Insofern möglich werden am Rand der Parzelle "Fluchtstreifen" stehen gelassen.
2. Keine Beweidung und kein Mähen der Parzelle vor dem 1. Juli in einer Zone mit frühem Wachstum oder dem 15. Juli in einer Zone mit spätem Wachstum.
3. Nach diesem Datum kann das Grummet gemäht oder die Parzelle zur Beweidung freigegeben werden, bei einem Tierbesatz von weniger als 2 GVE (Großvieheinheiten) je Hektar;
4. Das Einbringen von Düngemitteln ist jährlich auf 20 Tonnen Mist oder Kompost oder aber 20 M³ Gülle je Hektar begrenzt;
5. Der Einsatz von Pflanzenschutzmitteln und von Mineraldünger ist verboten;
6. Entwässerungsarbeiten sind verboten, aber es ist möglich, die bestehenden Sickervorrichtungen und Gräben begrenzt und durch Verfahren, die der Fauna und Flora so wenig wie möglich schaden, zu unterhalten.
7. Diese Maßnahme kann nicht in Verbindung mit der Methode 1 (Spätschnitt) 2.C. (extensiv genutzter Wiesenstreifen) angewandt werden.

METHODE 10. — Konservierungsmaßnahmen in Feuchtgebieten

Eine jährliche Subvention von 2.000 BEF (49,58 Euro) je Hektar kann für jene landwirtschaftliche Betriebsinhaber gewährt werden, die Feuchtwiesen extensiv unter folgenden Bedingungen bewirtschaften:

1. nicht pflügen, die Graben nicht säubern oder trocken legen;
2. keine Bodenverbesserungsverfahren, Düngemittel oder Pflanzenschutzmittel einsetzen;
3. diese Parzellen durch Mähen oder (und) Beweidung unterhalten;
4. den Schnitt auf Spätschnitt einschränken;
5. der Tierbesatz darf niemals mehr als 2 GVE je Hektar betragen;
6. diese Maßnahme kann nicht in Verbindung mit der Methode 2.C. (extensivgenutzter Wiesenstreifen) angewandt werden.

METHODE 11. — Anbau traditioneller Sorten oder Arten**A. Anpflanzung alter hochstämmiger Obstbaumarten**

Dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, der alte hochstämmige Obstbaumarten anpflanzt, kann unter folgenden Bedingungen eine jährliche Subvention von 10.000 BEF (247,89 Euro) je Hektar während fünf Jahren gewährt werden:

1. zwischen 40 und 80 Bäume je Hektar anpflanzen;
2. ihr harmonisches Wachstum gewährleisten (Schutz gegen Viehschäden, Wachstumsschnitt,), wobei eine regelmäßig unterhaltene Untersaat von Gräsern aufrechterhalten wird.

B. Traditionelle regionale Kulturen

1. Getreide: der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der alte (seit mehr als 15 Jahren eingetragene) Arten, Buchweizen oder in einem benachteiligten Gebiet Spelz anbaut, kann in den Genuß einer jährlichen Subvention von 4.000 BEF (99,16 Euro) je Hektar gelangen, unter der Bedingung, daß er die Stickstoffdüngung mit Mineraldünger auf höchstens 70 Einheiten pro Jahr beschränkt, daß er eine einzige Schimmelpilzbehandlung durchführt und ein einziges Mal Unkrautvernichtungsmittel einsetzt, und daß er keinerlei Insektizide und keine wachstumsregelnde Behandlung anwendet. Diese Maßnahme ist nicht kumulierbar mit Beihilfen, die für die biologische Landwirtschaft gewährt werden.

2. Kartoffeln: der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der alte Arten anbaut (Corne de gattes, Plate de Florenville oder Rosa, Ratte des Ardennes, Vitelotte), kann in den Genuß einer jährlichen Subvention von 12.000 BEF (297,47 Euro) je Hektar gelangen.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. März 1999 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 11. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 931

[C — 99/27244]

11 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering waarbij toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw worden verleend

De Waalse Regering,

Gelet op het verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome en goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 42 en 43;

Gelet op de verordening van de Raad van de Europese Gemeenschappen (EEG) nr. 2078/92 van 30 juni 1992 betreffende landbouwproductiemethoden die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende het natuurbeheer;

Gelet op de verordening EG/746/96 van de Europese Gemeenschap van 24 april 1996, gewijzigd bij de verordening 435/97 van 6 maart 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 april 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 april 1998;

Gelet op het overleg bedoeld in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 6, § 3bis, 5°, ingevoegd bij de speciale wet van 16 juli 1993;

Gelet op de beslissing van de Europese Gemeenschap van 18 december 1998 tot goedkeuring van de wijzigingen aangebracht in het programma van milieuvriendelijke landbouwmethoden voor het Waalse Gewest;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk maatregelen moeten worden genomen om te voldoen aan de reglementering van de Europese Commissie;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister van Landbouw;

2° bestuur : het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° vroege zone : het hele Waalse Gewest, behalve de benadeelde zones, met name de agrarische leem- en zandleemstreken, de Henegouwse Kempen, de Condroz en een deel van de Luikse weidestreek ("Land van Herve");

4° late zone : het deel van het Waalse Gewest gelegen in de benadeelde zone in de zin van de Richtlijnen (EEG) 75/268 en 75/269, zoals bepaald in bijlage I bij het ministerieel besluit van 4 september 1990, met name de agrarische streken van de Famenne, de Ardennen, de Hoge Ardennen, de Jurastreek, de weidestreek (Venen) en een deel van de Luikse weidestreek ("Luikse Ardennen");

5° bewaringshoeve : bedrijf waar dieren van ten minste twee bedreigde plaatselijke rassen worden gefokt overeenkomstig de methode 5 bedoeld in de bijlage en waar oude soorten of variëteiten worden geteeld overeenkomstig de methode 11 bedoeld in de bijlage;

6° landbouwexploitant : natuurlijke persoon of rechtspersoon die een landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf uitbaat en die activiteit als hoofdberoep of deeltijds uitoefent; de personen die toelagen genieten, moeten hun bedrijfszetel in het Waalse Gewest vestigen en bij een sociale verzekeringskas aangesloten zijn;

* de landbouw wordt als hoofdberoep beschouwd als de natuurlijke persoon verantwoordelijk is voor het bestuur en het beheer van een landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf, er 50 % of meer van zijn gezamenlijk inkomen uit haalt en minder dan 50 % van zijn totale arbeidstijd aan activiteiten buiten het bedrijf besteedt;

* de rechtspersoon als landbouwexploitant : rechtspersoon waarvan de statuten de exploitatie van een landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf als hoofddoel hebben, alsook de afzet van de op het bedrijf voortgebrachte producten, en die bovendien voldoet aan één van de volgende vereisten :

1° opgericht zijn in één van de vormen bedoeld in het Wetboek van Koophandel, boek I, titel IX, sectie 2, artikel 2, en de volgende voorwaarden vervullen :

a) de aandelen of deelbewijzen moeten op naam zijn;

b) meer dan 50 % van de aandelen of deelbewijzen van de vennootschap moet in handen zijn van de bestuurders of de zaakvoerders;

c) de bestuurders of de zaakvoerders moeten onder de vennoten aangewezen worden;

d) de bestuurders of de zaakvoerders van de vennootschap moeten meer dan 50 % van hun tijd besteden aan landbouwactiviteiten binnen de vennootschap en meer dan 50 % van hun gezamenlijk inkomen uit die activiteit halen;

2° opgericht zijn in de vorm van een landbouwennootschap, zoals bedoeld in de wet van 12 juli 1979;

* de landbouw wordt als deeltijdse activiteit beschouwd als de landbouwer ten minste 50 % van zijn gezamenlijk inkomen uit activiteiten haalt die hij op zijn bedrijf uitoefent i.v.m. landbouw, bosbouw, toerisme, pedagogie en ambachtsnijverheid of uit door de overheid gesubsidieerde activiteiten voor landschapsbescherming. Het deel van het inkomen dat rechtstreeks voortkomt uit de landbouwactiviteit op het bedrijf, mag evenwel niet minder bedragen dan 25 % van het totale inkomen van het bedrijfshoofd en de activiteiten buiten het bedrijf mogen niet meer dan de helft van de totale arbeidstijd van het bedrijfshoofd in beslag nemen;

7° exploitant onder bijkomende titel : natuurlijke persoon of rechtspersoon die een landbouw-, tuinbouw- of veeveeltbedrijf uitbaat, in die hoedanigheid over een producenten- en een BTW-nummer beschikt en bij een sociale verzekeringskas aangesloten is.

8° akkerbouwteelt : teelt waarvan de landbouwoppervlakte in de loop van de drie jaren voorafgaande aan de aanvraag aangegeven is onder een andere code dan 61 of 62 in de oppervlakteaangifte Gemeenschappelijk Landbouwbeleid; gedurende de verbintenisperiode wordt de oppervlakte opgenomen in de landbouwoppervlakte die onder een andere code dan 61 aangegeven is. Bij gebrek aan oppervlakteaangifte, moet de landbouwexploitant door elk rechtsmiddel aantonen, ook aan de hand van zijn aangifte aan het NIS i.v.m. landbouwtelling, dat bedoelde landbouwoppervlakte tijdens de drie jaren voorafgaande aan de aanvraag en tijdens de verbintenisperiode, gebruikt werd voor een akkerproductie die beantwoordt aan bovenvermelde codes;

9° waterloop : water in beweging, continu of bij tussenpozen, ongeacht de herkomst ervan (bron-, regenwater,...) en stromend in een vaste natuurlijke of kunstmatige bedding. Als de bedding kunstmatig is, moet ze met het natuurlijke net verbonden zijn.

Art. 2. Het Gewest verleent toelagen voor milieuvriendelijke landbouwmethoden aan landbouwers die zich ertoe verbinden één of meer van de onderstaande productiemethoden toe te passen met inachtneming van de voorschriften bedoeld in de bijlage :

- 1° a) laattijdig maaien
- b) zaaidiversificatie en laattijdig maaien op tijdelijke weiden;
- 2° bewaringsperceelsranden en extensieve graslandstroken aanleggen;
- 3° de landschapselementen en de biodiversiteit behouden en onderhouden, zoals heggen en houtsingels, oude hoogstammige fruitbomen of poelen op landbouwoppervlakten;
- 4° het veebestand laag houden;
- 5° dieren van bedreigde plaatselijke rassen houden;
- 6° het gebruik van biociden en meststoffen op graangewassen verminderen;
- 7° het gebruik van herbiciden op maïs verminderen en lokaliseren door de mechanisatie van de onkruidbestrijding en onderzaaiing;
- 8° plantendek tijdens de tussenteelt;
- 9° zeer laat maaien en beperking van het gebruik van biociden en meststoffen;
- 10° behoudsmaatregelen nemen in "vochtige gebieden";
- 11° oude soorten of variëteiten telen.

De maatregelen 3° en 5° zijn toepasselijk op exploitanten onder bijkomende titel.

De methoden bedoeld in het eerste lid onder 1°, 4° en 6° tot 11° worden toegepast op een oppervlakte van minimum 50 aren, terwijl de methoden bedoeld onder 2° en 3° worden toegepast over een lengte van minimum 200 meter.

Art. 3. § 1. De toelagen betreffende de productiemethoden bedoeld in artikel 2, 6° tot 8°, worden verleend voor percelen die gelegen zijn :

1° hetzij in een grondwaterbeschermingsgebied in de zin van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinningen, de waterwinningsgebieden, de voorkomingsgebieden en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen;

2° hetzij in een kwetsbaar gebied in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 5 mei 1994;

3° hetzij in een natuurparkgebied dat onder het decreet van 16 juli 1985 valt;

4° hetzij in gebieden die onder de Europese verordening EEG/79/409 van 2 april 1979 betreffende de vogelbescherming vallen, of onder de verordening EEG/92/43 van 21 mei 1992 betreffende het woonbehoud;

5° hetzij binnen, naast of op minder dan 50 meter van erkende natuurreservaten in de zin van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 17 juli 1986 betreffende de erkenning van natuurreservaten, van domaniale natuurreservaten in de zin van de wet op het natuurbehoud van 12 juli 1973 of van vochtige gebieden met een biologische waarde in de zin van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 juni 1989 betreffende de bescherming van vochtige gebieden met een biologisch belang.

§ 2. De toelagen betreffende de productiemethoden bedoeld in artikel 2, 9° en 10°, zijn bestemd voor de percelen bedoeld in § 1, 3°, 4° en 5°.

§ 3. In afwijking van § 1 en § 2, hebben de uitbaters van behoudsboerderijen en de exploitanten die ten minste drie van de in artikel 2 bedoelde productiemethoden toepassen, ongeacht hun geografische ligging, recht op alle toelagen inzake milieuvriendelijke landbouw in het kader van een milieubeheersplan voor het bedrijf, opgemaakt door het bestuur in nauwe samenwerking met het bedrijfshoofd.

Het beheersplan, opgemaakt met inachtneming van de beschikbare kredieten, voorziet in een technische bijstand en in begeleidingsmaatregelen tot verbetering van het globale milieu-effect van het bedrijf.

De goedkeuring van het plan houdt in dat het bedrijf beheerd wordt met inachtneming van het milieu.

Het plan bevat :

- een plaatsbeschrijving;
- doelstellingen op één jaar;
- doelstellingen op vijf jaar;
- doelstellingen op langere termijn.

Jaarlijks wordt een balans opgemaakt door het bedrijfshoofd en het bestuur. Die balans dient om de jaarlijkse doelstellingen te bepalen en om de doelstellingen op vijf jaar of meer eventueel te herzien naar gelang van de gevoerde acties en de ondervonden moeilijkheden. De balansen worden geacht noodzakelijk deel uit te maken van het beheersplan.

Het beheersplan voorziet in een onderzoek naar mogelijkheden om de landbouwmethoden te verbeteren, met name door :

- 1° de toepassing van een gedragscode voor de landbouw;
- 2° de toepassing van nieuwe teelttechnieken en de verbetering van de bestaande technieken (gelokaliseerde toepassingen, mechanische onkruidbestrijding, biologische en geïntegreerde bestrijding, enz.);
- 3° fytosanitaire bestrijding op grond van berichten en met inachtneming van tussenkomstdrempels;
- 4° een regelmatige controle van het strooi- en verstuivingsmaterieel;
- 5° aanpassing van de bemestingsperiodes en van de hoeveelheden meststoffen gebruikt op grond van balansen (voorraden in de bodem, voorzienbare uitvoer,...), opmaken van een bemestingsplan en bijhouden van een bemestingsboekje;
- 6° opslag van dierlijk mest en regels voor het beheer ervan : aanpassing van de opslagcapaciteit of medewerking aan gierbanken, giermengsel, voldoende koolstofinbreng (stro, schaafrullen,...) en compostering van mesten,...;
- 7° maatregelen voor landschapsintegratie (eventuele beplantingen, « bloemen » zaaien op perceelsranden, verven of zandstralen van gebouwen, vestiging en uitzicht van nieuwe gebouwen,...), voor de bescherming of de restauratie van het klein patrimonium en de biodiversiteit (poelen en vochtige gebieden, heggen, enz...) en voor de eventuele zuivering (geurbestrijding, aanleg van waterbekkens voor afvalwater, enz...).

Art. 4. § 1. Elke verbintenis loopt over een periode van vijf jaar. Als de begunstigde tijdens de duur van de verbintenis zijn bedrijf geheel of gedeeltelijk overdraagt aan een andere persoon, mag deze laatste de verbintenis overnemen voor de resterende periode. Als zulks niet het geval is, moet de begunstigde de ontvangen toelagen terugbetalen. De terugbetaling wordt niet vereist bij overmacht en als de verbintenis onmogelijk overgenomen kan worden na de definitieve stopzetting van de landbouwactiviteiten van een begunstigde die zijn verbintenis reeds drie jaar is nagekomen.

§ 2. Als de begunstigde de aangegane verbintenissen niet kan blijven nakomen omdat zijn bedrijf aan een ruilverkaveling onderworpen is, worden de verbintenissen aangepast aan de nieuwe toestand van het bedrijf. Als zulks onmogelijk is, eindigt de verbintenis zonder dat een terugbetaling wordt geëist voor de effectieve verbintenisduur.

§ 3. Onverminderd concrete omstandigheden waarmee rekening moet worden gehouden in individuele gevallen, wordt de terugbetaling niet geëist in de volgende gevallen van overmacht :

- 1) het overlijden van de exploitant;
- 2) de langdurige arbeidsongeschiktheid van de exploitant;
- 3) de onteigening van een belangrijk gedeelte van het bedrijf als die onteigening niet te voorzien was de dag waarop de verbintenis werd aangegaan;
- 4) een ernstige natuurramp die het landbouwareaal van het bedrijf aanzienlijke schade heeft toegebracht;
- 5) de aan een ongeluk te wijten vernietiging van de voor veeteelt bestemde bedrijfsgebouwen;
- 6) een epizoötie waardoor het geheel of een gedeelte van de veestapel van de exploitant is getroffen.

Zodra het mogelijk is, moet de exploitant de gevallen van overmacht en de desbetreffende bewijzen binnen tien werkdagen schriftelijk meedelen aan het bestuur.

§ 4. Als de begunstigde de landbouwoppervlakte uitbreidt tijdens de verbintenisduur, mag elke verbintenis die betrekking had op het geheel van de landbouwoppervlakte uitgebreid worden met de bijkomende oppervlakte voor de resterende verbintenisduur, op voorwaarde dat die uitbreiding :

- ongetwijfeld voordelen meebrengt voor het milieu;
- verantwoord is, rekening houdend met de verbintenis, de duur van de resterende verbintenisperiode en de bijkomende oppervlakte, die aanzienlijk kleiner moet zijn dan de aanvankelijke oppervlakte of maximum twee hectaren mag bedragen;
- geen rem is op de doeltreffendheid van het onderzoek naar de conformiteit met de voorwaarden waaronder toelagen worden verleend.

§ 5. Als de aan een verbintenis onderworpen oppervlakte tijdens de verbintenisperiode uitgebreid wordt binnen het bedrijf, mag de aanvankelijke verbintenis van de begunstigde worden vervangen door een nieuwe verbintenis voor het geheel van de bedoelde oppervlakte, onder voorwaarden die even strikt zijn als voor de aanvankelijke verbintenis.

§ 6. De omzetting van een verbintenis in een nieuwe verbintenis krachtens verordening 2078/92 is tijdens de verbintenisperiode toegelaten op voorwaarde dat :

- die omzetting ongetwijfeld voordelen meebrengt voor het milieu;
- de bestaande verbintenis aanzienlijk versterkt wordt.

Art. 5. Er mogen geen toelagen verleend worden voor oppervlakten die onderworpen zijn aan de communautaire regeling inzake het uit productie nemen van landbouwgrond die gebruikt wordt voor de productie van non-voedingsstoffen.

Art. 6. § 1. Het totaalbedrag van de krachtens dit besluit verleende toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw, mag niet hoger zijn dan 400.000 BEF (9.915,74 euro) per jaar en per bedrijf.

- Als de exploitant een vereniging is, kan dat maximumbedrag vermenigvuldigd worden met het aantal landbouwers waaruit die vereniging bestaat.

- Als de exploitant een vennootschap is, kan dat maximumbedrag vermenigvuldigd worden met het aantal bestuurders of zaakvoerders die het statuut van landbouwer hebben.

§ 2. Onverminderd de beperkingen bedoeld in § 1 van dit artikel en in de bijlage bij dit besluit, mogen de gecumuleerde bedragen van de door de Europese Unie medefinancierde toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw niet hoger zijn dan :

- 1) 7.200 BEF (178,48 euro) per hectare en per jaar voor de teelten waarvoor een premie per hectare wordt verleend overeenkomstig de bepalingen van de regelingen betreffende de gemeenschappelijke afzetorganisaties;
- 2) 12.000 BEF (297,47 euro) per hectare en per jaar voor de andere jaarlijkse teelten en de weiden.

Het maximumbedrag bedoeld in het eerste lid, 2°, wordt verhoogd tot 17.000 BEF (421,42 euro) per hectare en per jaar voor « behoudsboerderijen » en bedrijven die biologische productiemethoden toepassen, overeenkomstig het koninklijk besluit van 17 april 1992.

Art. 7. De toelage moet bij het bestuur aangevraagd worden aan de hand van een formulier waarvan het model door de Minister wordt bepaald.

Het aanvraagdossier bevat :

- 1° een afschrift van het bedrijfsplan (op 1/10.000) dat gebruikt werd voor de jaarlijkse aangifte van de oppervlakte of, bij gebrek aan aangifte, een bedrijfsplan op 1/10.000;
- 2° het bewijs van het statuut van exploitant, zoals bedoeld in dit besluit;
- 3° een afschrift van de oppervlakteaangifte, behalve als de verbintenis gegrond is op artikel 2, 5°;
- 4° een afschrift van de laatste stalinventaris opgemaakt door de federatie voor de bestrijding van veeziekten als de verbintenis op artikel 2, 4° gegrond is;
- 5° een afschrift van de documenten voor de dierenidentificatie als de verbintenis op artikel 2, 5° gegrond is.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, worden de oppervlakten waarvoor een toelage wordt aangevraagd, en de lineaire structuren in de documenten vermeld.

Wat betreft de productiemethoden bedoeld in artikel 2, 6° tot 8°, moeten jaarlijks uiterlijk bij de teeltinrichting een plan op 1/10.000 met de lokalisatie van de percelen en een inventaris met hun oppervlakte bij het bestuur ingediend worden.

Van elke aanvraag wordt ontvangst bericht binnen een termijn van 10 werkdagen. Onvolledige dossiers worden binnen dezelfde termijn teruggestuurd met vermelding van de ontbrekende stukken.

Art. 8. De leidend ambtenaar van het bestuur maakt elk ander document i.v.m. administratieve voorschriften op en, meer bepaald, i.v.m. de controle op de nakoming van de verbintenissen, overeenkomstig hoofdstuk III van de verordening 746/96.

In buitengewone omstandigheden kan hij de nodige afwijkingsbepalingen nemen.

Art. 9. De leidend ambtenaar van het bestuur :

- 1) beslist over elke aanvraag om toelage;
- 2) ondertekent het beheersplan.

Art. 10. De kennisgeving van de toekenning legt de inachtneming van de aangegane verbintenissen op en houdt in dat de aanvrager :

- 1° zich moet onderwerpen aan de controle op de nakoming van de aangegane verbintenissen, met name door toegang te verlenen tot de verschillende percelen en tot de Sanitel-gegevens, door de dieren te tonen waarvoor toelagen worden verleend en door jaarlijks een afschrift van de oppervlakteaangifte over te leggen;
- 2° moet aanvaarden als referentie te dienen voor andere landbouwexploitanten;
- 3° de nodige technische en financiële gegevens ter beschikking moet stellen van het Gewest voor het opmaken van een economisch-ecologische balans van de aangegane verbintenissen.

Onder voorbehoud van de kennisgeving begint de verbintenis te lopen vanaf de dag waarop het bestaan en de gegrondheid van de maatregelen waarvoor de toelagen worden gevraagd, door het bestuur worden vastgesteld.

Art. 11. De eerste jaarlijkse schijf van de toelage is betaalbaar binnen vijftien maanden na het begin van de verbintenis.

De vier volgende schijven worden betaald op grond van een jaarlijkse aanvraag om betaling en, in voorkomend geval, van een aangifte met de aangebrachte of geplande wijzigingen.

Art. 12. § 1. Onverminderd de artikelen 55 tot 58 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, moet de betrokken exploitant in geval van onterechte betaling de geïnde bedragen terugbetalen, verhoogd met een rente berekend tegen de wettelijke koers en naar gelang van de tijdsduur tussen de betaling en de terugbetaling.

Er wordt geen rente aangerekend in geval van onterechte betaling die aan een vergissing van het bestuur te wijten is.

Het in te vorderen bedrag kan echter afgetrokken worden van de eerste betaling aan de betrokken exploitant, die plaatsvindt na de dag waarop de beslissing tot terugbetaling is genomen. Er wordt geen rente aangerekend nadat de begunstigde in kennis is gesteld van de onterechte betaling.

§ 2. Als vastgesteld wordt dat de in een verbintenis aangegeven oppervlakte of lengte de bij de controle vastgestelde oppervlakte of lengte overschrijdt, wordt het toelagebedrag berekend op grond van de in aanmerking komende oppervlakte of lengte die daadwerkelijk is vastgesteld bij de controle. Behoudens overmacht, wordt de in aanmerking komende oppervlakte of lengte echter verminderd met twee keer het vastgestelde overschot als dit laatste hoger is dan 3 % of 2 hectaren en gelijk is aan maximum 20 % van de in aanmerking komende bepaalde oppervlakte.

Als het vastgestelde overschot hoger is dan 20 % van de in aanmerking komende oppervlakte of lengte, wordt geen toelage verleend i.v.m. de oppervlakte en moeten de verleende toelagen terugbetaald worden.

Bovenbedoelde verminderingen worden niet toegepast als de exploitant, voor de bepaling van de in aanmerking komende oppervlakte, het bewijs levert dat hij is uitgegaan van door het bestuur erkende gegevens.

§ 3. Als bij het verlenen van toelagen voor vee wordt vastgesteld dat het in een verbintenis aangegeven dierenbestand niet overeenstemt met het bestand dat bij de controle is vastgesteld, wordt het toelagebedrag berekend op grond van het aantal in aanmerking komende eenheden dat daadwerkelijk is vastgesteld bij de controle. Behoudens overmacht, wordt dat aantal echter verminderd met twee keer het vastgestelde verschil als dit laatste meer bedraagt dan twee dieren of 5 % en gelijk is aan maximum 20 % van het vastgestelde aantal eenheden die in aanmerking komen.

Als het vastgestelde verschil meer bedraagt dan 4 dieren of 20 % van het vastgestelde aantal eenheden die in aanmerking komen, wordt geen enkele toelage voor vee verleend en moeten de verleende toelagen terugbetaald worden.

Bovenbedoelde verminderingen worden niet toegepast als de exploitant, voor de bepaling van het aantal in aanmerking komende eenheden, het bewijs levert dat hij is uitgegaan van door het bestuur erkende gegevens.

§ 4. Als voor de toekenning van toelagen i.v.m. het veebestand wordt vastgesteld dat het bij de controle bepaalde aantal Grootvee-Eenheden (GVE) hoger is dan het aantal dat toegelaten is op grond van de beschikbare voederoppervlakte, wordt het toelagebedrag, behoudens overmacht, verminderd met twee keer het overschrijdingspercentage als de vastgestelde overschrijding hoger is dan 3 % en gelijk is aan maximum 20 % van het toegelaten aantal GVE.

De exploitant moet orde op zaken stellen binnen tien werkdagen, op straffe van afschaffing en terugbetaling van de gezamenlijke toelagen.

Als de vastgestelde overschrijding hoger is dan 20 %, mag geen toelage verleend worden en moeten de verleende toelagen terugbetaald worden.

§ 5. De toelagen worden verleend met inachtneming van bepaalde data. Als die data niet in acht worden genomen, worden de toelagen niet verleend voor het betrokken jaar. Als de niet-inachtneming van de data zich herhaalt of langer duurt dan twee weken, wordt elke toelage afgeschaft en moeten de verleende toelagen terugbetaald worden.

§ 6. Een exploitant die opzettelijk of door grove nalatigheid een valse aangifte indient, heeft geen recht meer op toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw. Hij mag pas na twee jaar een nieuwe verbintenis aangaan.

§ 7. De verleende toelagen moeten worden terugbetaald als de exploitant tijdens de verbintenisperiode of in de loop van de daaropvolgende vierentwintig maanden definitief veroordeeld is wegens overtreding van de wetgeving inzake leefmilieu of natuurbehoud.

§ 8. In geval van betwisting moet de begunstigde zijn aanvraag om herziening van het dossier binnen de maand na de kennisgeving indienen.

Art. 13. Het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw, wordt opgeheven.

Art. 14. De toelagen verleend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw, kunnen voor de komende jaren aangepast worden aan de voorschriften van dit besluit. Daartoe moet de begunstigde een aanvraag om herziening indienen.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 16. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage

Voorwaarden voor de productiemethoden die verenigbaar zijn met de milieubeschermingsnormen

METHODE 1. — Laattijdig maaien en zaaidiversificatie op tijdelijke weiden

A. Laattijdig maaien

Voor laattijdig maaien kan een premie van 5.000 BEF (123,95 euro) per ha en per jaar verleend worden onder de volgende voorwaarden :

1. het perceel mag niet beweiden en gemaaid worden vóór 20 juni in vroege zone of vóór 1 juli in late zone;
2. matige bemesting (om een goede biologische diversiteit te vrijwaren is het aangewezen niet meer dan 60 eenheden stikstof per ha en per jaar te gebruiken, of 40 ton mest of compost, of 2 x 20 m; gier).

Een door het bestuur opgestelde bloemenlijst moet een minimale hoeveelheid indicatorplanten in extensieve maailanden helpen lokaliseren;

3. er mogen geen gewasbeschermingsmiddelen worden gebruikt, behalve voor de plaatselijke bestrijding van distel en zuring.

B. Zaaidiversificatie op tijdelijke weiden

Voor zaaidiversificatie op tijdelijke weiden kan tijdens het inzaaijaar een extrapremie van 3.000 BEF (74,37 BEF) per ha verleend worden onder de volgende voorwaarden :

1. de samenstelling van de gezaaide mengeling wordt overgemaakt aan het bestuur en alles wordt in het werk gesteld om de floradiversiteit te behouden;
2. de extrapremie wordt slechts éénmaal om de vijf jaar verleend en houdt in dat de regeling « laattijdig maaien » aangenomen wordt voor vijf jaar;
3. een aanzienlijk deel van de gezaaide soorten en indicatorplanten moet gelokaliseerd kunnen worden aan de hand van een door het bestuur opgestelde bloemenlijst;

4. de lijst van de voorgestelde soorten wordt hierna weergegeven. De landbouwer mag de samenstelling van de mengeling zelf bepalen voor zover hij de volgende normen in acht neemt :

1. basisgramineeën :

- het (gewicht)percentage van de zaden ligt tussen 50 en 95 % van de mengeling;
- de niet overblijvende of de zeer intensieve soorten zoals gekruist Italiaans of Westerwoldraaigras, alsook de geteelde dravikken zijn uitgesloten;
- het Engelse raaigras, het doddegras en de beemdlangbloem vertegenwoordigen elk maximum 30 % van de mengeling;

2. basispeulvruchten :

- het (gewicht)percentage van de zaden ligt tussen 15 en 40 % van de mengeling;
- ten minste drie soorten zijn aanwezig, elk naar rato van minimum 5 % van de mengeling;
- in afwijking van dit principe moet de mengeling niet noodzakelijk peulvruchten bevatten als ze ten minste 5 andere dicotylen bevat (zie 3° hierna), elk naar rato van minimum 1 % van de mengeling.

3. andere dicotylen :

in de mengeling kunnen andere dicotylen toegevoegd worden om het esthetisch, landschappelijk en honinggevend effect ervan te verhogen, voor zover geen enkel soort meer dan 4 % van de mengeling vertegenwoordigt.

Lijst van soorten voorgesteld voor met gras ingezaaide stroken of perceelsranden
en voor zaaidiversificatie op tijdelijke weiden

BASISGRAMINEEEN

<i>Alopecurus pratensis</i>	Vossestaart
<i>Anthoxanthum odoratum</i>	Reukgras
<i>Arrhenatherum elatius</i>	Frans raaigras
<i>Dactylis glomerata</i>	Kropaar
<i>Festuca pratensis</i>	Beemdlangbloem
<i>Festuca rubra</i>	Rood zwenkgras
<i>Lolium perenne</i>	Engels raaigras
<i>Phleum pratense</i>	Timoteegras
<i>Poa pratensis</i>	Beemdgras
<i>Trisetum flavescens</i>	Goudhaver

BASISPEULVRUCHTEN

<i>Lotus corniculatus</i>	Rolklaver
<i>Medicago lupulina</i>	Hopklaver
<i>Medicago sativa</i>	Luzerne
<i>Onobrychis viciifolia</i>	Esparcette
<i>Trifolium pratense</i>	Rode klaver
<i>Trifolium repens</i>	Witte klaver

ANDERE DICOTYLEN

<i>Anthriscus sylvestris</i>	Fluitekruid
<i>Centaurea cyanus</i>	Korenbloem
<i>Cichorium intybus</i>	Wilde cichorei
<i>Daucus carota</i>	Peen
<i>Echium vulgare</i>	Gewoon slangekruid
<i>Eupatorium cannabinum</i>	Leverkruid
<i>Hypericum perforatum</i>	Sint-Janskruid
<i>Knautia arvensis</i>	Beemdkroon
<i>Leucanthemum</i>	vulgare Margriet
<i>Lychnis Flos-cuculi</i> (*)	Koekoeksbloem
<i>Lythrum salicaria</i> (*)	Gewone kattestaart
<i>Malva moschata</i>	Muskuskaasjeskruid
<i>Malva sylvestris</i>	Groot kaasjeskruid
<i>Melilotus alba</i>	Witte honingklaver
<i>Melilotus officinalis</i>	Akkerhoningklaver
<i>Mentha aquatica</i> (*)	Watermunt
<i>Origanum vulgare</i>	Marjolein
<i>Papaver dubium</i>	Kleine klaproos

Papaver rhoeas	Ydaproos
Plantago lanceolata	Smalle weegbree
Prunella vulgaris	Gewone brunel
Reseda lutea	Wouw
Rumex acetosa	Veldzuring
Scrophularia nodosa	Knopig helmkruid
Symphytum asperum	Ruwe smeewortel
Symphytum officinale	Smeewortel
Symphytum x uplandicum	Basterdsmeewortel
Trifolium hybridum	Basterdklaver
Trifolium incarnatum	Inkarnaatklaver

(*) Voor vochtige gronden

METHODE 2. — Behoudperceelsranden en extensieve graslandstroken

A. Omzetting van een landbouwteelt in een extensieve graslandstrook of in een met gras bezaaide perceelsrand aangelegd voor 5 jaar

Die omzetting kan recht geven op een jaarlijkse toelage van 3.000 BEF (74,37 euro) voor een met gras bezaaide grondoppervlakte van 800 m² (d.i. 200 meter op 4 meter, d.w.z. een invloed op 1 ha (= « equivalentie »); de toelage bedraagt 4.000 BEF (99,16 euro) langs waterlopen. Voor de berekening van de premie worden de oppervlakten boven 800 m² slechts per bijkomende schijf van 200 m² in aanmerking genomen.

Er moet worden voldaan aan de volgende voorwaarden :

1. de graslandstrook of met gras bezaaide perceelsranden is minimum 200 meter lang en vier à twintig meter breed. De oppervlakte van die stroken mag in geen geval groter zijn dan de oppervlakte van de aangrenzende akkerbouwteelt van dezelfde exploitant of dan 8 % van de landbouwoppervlakte van het bedrijf;

2. de graslandstrook aan de rand van de akker (ook wendakker of perceelsrand genoemd) wordt bij voorkeur aangelegd langs een waterloop of in een vochtig gebied. Zij kan ook aangelegd worden aan bosranden, langs heggen, taluds, paden, kavels en woningen. Zij mag slechts aangelegd worden langs een andere akkerbouw als aan de andere kant van de perceelsgrens eveneens een behoudperceelsrand ligt, of met het schriftelijk akkoord van de uitbater van het aanpalende perceel;

3. langs waterlopen is zij ten minste acht meter breed;

4. ze wordt ingezaaid met een gevarieerde mengeling (zie 1B) waarvan de samenstelling aan het bestuur wordt overgemaakt;

5. ze wordt niet bemest;

6. ze wordt met geen enkel gewasbeschermingsmiddel behandeld; het plaatselijk bestrijden van netel, rumex en distel met specifieke herbiciden is evenwel toegelaten;

7. ze wordt niet beweide;

8. ze wordt pas na 1 juli in vroege zone en na 15 juli in late zone gemaaid. Het afgemaaid product wordt van het perceel weggehaald;

9. ze is niet toegankelijk voor gemotoriseerde voertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt.

B. Extensieve perceelsrand

De aanleg van een extensieve perceelsrand op ten minste vijf jaar kan recht geven op een jaarlijkse toelage van 1.500 BEF (37,18 euro) voor een oppervlakte van 800 m² (namelijk 200 op 4 meter, d.i. een invloed op 1 ha (= « gelijkwaardigheid »)). De grotere oppervlakten worden slechts per bijkomende schijf van 200 m² in aanmerking genomen. Er moet worden voldaan aan de volgende voorwaarden :

1. de extensieve perceelsrand is vier à twintig meter breed. De oppervlakte van die perceelsranden mag in geen geval groter zijn dan de helft van de perceelsoppervlakte of dan 8 % van de landbouwoppervlakte van het bedrijf;

2. de extensieve perceelsrand wordt ingezaaid en geteeld zoals gebruikelijk;

3. hij wordt aangelegd aan bosranden, langs heggen, taluds, paden, kavels en woningen, met uitsluiting van de grenslijn met een andere akkerbouw (behalve als op het aangrenzend perceel eveneens een perceelsrand is aangelegd, of mits schriftelijk akkoord van de uitbater);

4. hij wordt niet bemest;

5. gewasbestrijdingsmiddelen zijn in beperkte mate toegelaten (zie maatregel 6 a en b voor graangewassen, maatregel 7 voor maïs; voor bieten zijn alleen schimmelwerende behandelingen en voor aardappels alleen behandelingen tegen meeldauw toegelaten);

6. voor deze maatregel worden geen toelagen verleend als het perceel reeds in aanmerking komt voor toelagen voor met gras bezaaide perceelsranden of biologische landbouw.

C. Extensieve graslandstrook

Als een intensief grasland of een grasland rondom een boomgaard met laagstammen wordt omgezet in een extensieve graslandstrook, kan een jaarlijkse toelage van 4.000 BEF (99,16 euro) verleend worden voor een oppervlakte van 1.600 m² extensieve graslandstrook (namelijk 200 meter op 8, d.i. een invloed op 1 ha = « gelijkwaardigheid »). De hogere oppervlakten worden slechts per bijkomende schijf van 200 m² in aanmerking genomen. Er moet worden voldaan aan de volgende voorwaarden :

1. in geval van intensief grasland wordt de graslandstrook aangelegd langs een waterloop of -vlak, of in één van de gebieden bedoeld in artikel 3, § 1, 5°;

in het geval van een boomgaard met laagstammen ligt de extensieve graslandstrook aan de rand van het perceel;

2. ze is minimum 200 meter lang en 8 à 20 meter breed;

3. ze wordt niet bemest, noch met gewasbeschermingsmiddelen behandeld, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, rumex en distel;
4. ze wordt pas na 1 juli in vroege zone en na 15 juli in late zone gemaaid. Het afgemaaid product wordt van het perceel weggehaald;
5. ze wordt niet beweide vóór die data en met minder dan 2 GVE per hectare op het beweidde perceel. Het vee heeft geen rechtstreekse toegang tot de oevers en de bedding van de waterloop, behalve op drinkplaatsen;
6. ze is niet toegankelijk voor motorvoertuigen die voor recreatieve doeleinden worden gebruikt;
7. deze methode mag niet gelijktijdig met methode 1 (laat maaien) toegepast worden.

METHODE 3. — Behoud en onderhoud van de landschaps- en biodiversiteitselementen, zoals heggen en houtsingels, oude hoogstammige vruchtbomen in weiden of poelen

De exploitanten die zich verbinden tot het behoud van bovenbedoelde elementen en, voor zover mogelijk, tot de verbetering van het ecologische net van hun bedrijf, komen in aanmerking voor de volgende toelagen :

1. 2.000 BEF (49,58 euro) per jaar voor ten minste 200 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 1 ha en meer;
2. 5.000 BEF (123,95 euro) per jaar voor ten minste 500 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 2,5 ha en meer;
3. 10.000 BEF (247,89 euro) per jaar voor ten minste 1.000 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 5 ha en meer;
4. 20.000 BEF (495,79 euro) per jaar voor ten minste 2.000 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 10 ha en meer;
5. 40.000 BEF (991,57 euro) per jaar voor ten minste 4.000 m heg of het equivalent daarvan, namelijk een invloed op 20 ha en meer.

De landschaps- en biodiversiteitselementen moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

A. Heggen, rijen bomen en houtsingels

1. De heggen zijn doorlopende stroken met inheemse bomen of struiken, rijen inheemse bomen op landbouwpercelen, behalve monospecifieke beplantingen of rijen populieren; in geval van rijen bomen, moet elke rij ten minste 10 bomen tellen, met een afstand van maximum 10 meter tussen de bomen;
2. de exploitant verbindt zich ertoe geen heg te vernietigen of, zo nodig, een nieuwe heg te planten over een lengte die ten minste gelijk is aan de lengte van de beschadigde heg, mits instemming van het bestuur;
3. hij zorgt voor het behoud, de restauratie of de verbetering van het maaswerk van de heggen op zijn bedrijf en voor het handhaven van een voldoende dichtheid daarvan;
4. hij gebruikt geen bemestings- en gewasbeschermingsmiddelen in de nabijheid van de heg, met uitzondering van een plaatselijke bestrijding van netel, rumex en distel;
5. de onderhoudswerken (snoeien) worden niet uitgevoerd tussen 15 april en 1 juli. Die werken betreffen het volgende :

- a) gesnoeide heg : één snoeiing per jaar;
- b) bosrijke heg en knotwilgen : de koppen worden geknot om de 2 à 15 jaar;
- c) vrije heg : occasionele zijdelingse snoei en kortsnoeiing zodat ze weelderig blijft en om te voorkomen dat zij zich ten koste van aangrenzende terreinen uitbreidt;
- d) windschermheg en houtsingels : eventuele zijdelingse snoei en gedeeltelijk en facultatief knotten om de 8 à 15 jaar om te voorkomen dat het onderste deel te dun wordt.

B. Behoud van oude hoogstammige vruchtbomen in de weiden

1. De in aanmerking komende hoogstammige vruchtbomen zijn ten minste dertig jaar oud en gelegen in landbouwpercelen met een vaste grazige ondergrond die regelmatig gemaaid en/of beweide wordt.
2. De exploitant verbindt zich ertoe geen hoogstammige vruchtboom om te hakken op zijn bedrijf.
3. Hij beperkt de fytofarmaceutische behandelingen van zijn bomen; hij onthoudt zich meer bepaald van elke behandeling met synthetische insecticiden.
4. De premie wordt pas verleend vanaf 10 vruchtbomen en voor maximum 200 vruchtbomen per bedrijf; elke boom wordt gelijkgesteld met 5 meter heg of met een invloed op 2,5 aren.

C. Poelen en drinkwaterpunten

1. De poelen en drinkwaterpunten zijn vaste stilstaande watervlakken die op landbouwpercelen gelegen zijn en waarvan de oppervlakte minimum 10 m² bedraagt.
2. Een strook van ten minste twee meter breed rondom de poel mag niet geploegd worden en is niet toegankelijk voor het vee; er kan evenwel voorzien worden in een drinkplaats op voorwaarde dat het toegankelijke gedeelte niet meer bedraagt dan 10 % van de oppervlakte en dan 25 % van de omtrek van de poel.
3. Het is verboden te strooien en te verstuiwen op minder dan tien meter van de oevers.
4. De exploitant zorgt voor de instandhouding of de verbetering van de kwaliteit van het drinkwaterpunt als landschaps- en biodiversiteitselement; hij moet het water vrij houden van afval, producten of stoffen, alsook van vissen. Ophoging is uitgesloten; in geval van dicht- of aanslibbing moet de exploitant het drinkwaterpunt eenmaal ruimen in de loop van de vijf jaar en ten minste 25 % van de omtrek zacht glooiend houden.
5. Elk drinkwaterpunt dat aan deze voorwaarden voldoet, wordt geacht een invloed te hebben op een gemiddelde oppervlakte van 50 aren; bij de berekening van de premie wordt elke poel of elk drinkwaterpunt derhalve gelijkgesteld met 100 meter heg.

METHODE 4. — Handhaving van een laag veebestand

Als het veebestand gehandhaafd wordt tussen 0,6 en 1,4 GVE (grovvee-eenheden) per hectare voederoppervlakte, kan een jaarlijkse toelage van 2.000 BEF (49,58 euro) per hectare weiland verleend worden voor zover de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1. ten minste 90 % van de voederoppervlakte bestaat uit weiden;
2. deze weiden worden hetzij één keer per jaar gemaaid, hetzij twee maanden per jaar geweid. Het afgemaaid of geweid product is uitsluitend bestemd voor de veestapel van het bedrijf;

3. de exploitant verbindt zich ertoe de oppervlakte van de vaste weiden van zijn bedrijf niet te verminderen;
4. hij verbindt zich ertoe de eventuele heggen en drinkwaterpunten van zijn bedrijf te beschermen en, voor zover mogelijk, in stand te houden.

Het aantal GVE wordt berekend als volgt :

- runderen van twee jaar en ouder, paarden ouder dan 6 maanden : 1 GVE;
- runderen tussen 6 maanden en 2 jaar : 0,6 GVE;
- ooiën of volwassen geiten : 0,15 GVE;

5. deze toelage mag niet gecumuleerd worden met een toelage voor biologische omschakeling.

METHODE 5. — Fokken van dieren van een bedreigd plaatselijk ras

De exploitanten die zich ertoe verbinden gedurende ten minste vijf jaar dieren van een bedreigd plaatselijk ras te houden die opgenomen zijn in de communautaire inventaris van de bedreigde rassen en op de onderstaande lijst, kunnen een jaarlijkse toelage van 4.800 BEF (118,99 euro) per paard of runder en 700 BEF (17,35 euro) per schaap verkrijgen als de dieren aan de volgende normen voldoen :

1. beantwoorden aan de oorspronkelijke standaard van het als bedreigd erkende ras;
2. opgenomen zijn in het erkende stamboek van het ras of op een gelijkwaardige lijst;
3. merries en runderen moeten ten minste 2 jaar oud zijn en schaperassen 6 maanden. Hengsten moeten 3 jaar oud zijn en moeten kunnen deelnemen aan de voortplanting.

Wat de runder- en schaperassen betreft, moet de landbouwer zich bovendien ertoe verbinden gedurende vijf jaar ten minste drie dieren te houden waarvoor een toelage wordt verleend.

Die premie wordt voor elk ras verminderd als het aantal in het stamboek opgenomen wijfjesdieren het maximumbestand nadert dat in aanmerking wordt genomen voor de erkenning als bedreigd plaatselijk ras, namelijk 5.000 voor paarden en runderen en 7.500 voor schapen. De premie wordt verleend tegen :

- 100 % tot 3.500 merries of koeien en 5.250 ooiën;
- 75 % boven dat maximumbestand;
- 50 % boven 4.000 merries of koeien en 6.000 ooiën;
- 25 % boven 4.500 merries of koeien en 6.750 ooiën;
- 0 % boven 5.000 merries of koeien en 7.500 ooiën.

De lijst van de bedreigde plaatselijke rassen waarvoor het Gewest een toelage verleent in het kader van de maatregelen voor milieuvriendelijke landbouwmethoden, is vastgelegd als volgt :

Paardenrassen :

- Belgisch trekpaard;
- Ardenner

Runderenrassen :

- Blanc-Bleu mixte;
- Rouge de Belgique

Schaperassen :

- Belgisch melkschaap
- « Entre Sambre et Meuse »-schaap
- Houtlandschaap
- Voskop
- Mergellandschaap.

METHODE 6. — Verminderd gebruik van biociden en meststoffen op graangewassen

A. Vermindering van de zaaidichtheid

De exploitant die zich ertoe verbindt de dichtheid van de gezaaide graangewassen te verminderen, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 3.600 BEF (89,24 euro) per hectare voor zover hij de volgende voorwaarden vervult :

1. De dichtheid bedraagt maximum 200 zaden per m².
2. De stikstofmest wordt matig gebruikt op basis van het bestaande overschot en van de mogelijke uitvoer.
3. Er wordt maar één behandeling met schimmelwerende middelen toegelaten.
4. Er wordt geen groeiregelingsbehandeling toegepast.

B. Afschaffing van de herbiciden

De exploitant die zich ertoe verbindt geen synthetische herbiciden op graangewassen te gebruiken, komt in aanmerking voor een jaarlijkse premie van 3.600 BEF (89,24 euro) per hectare. Specifieke behandelingen van kleeftuif en winde en plaatselijke behandelingen van netel, distel en rumex zijn echter toegelaten in geval van belangrijke besmetting.

De onder A en B vermelde verbintenissen houden in dat geen toelagen mogen worden verleend voor extensieve perceelsranden, biologische landbouw of teelten van oude soorten of variëteiten wat de betrokken oppervlakten betreft.

De toelagen betreffende de onder A of B vermelde verbintenissen zijn cumuleerbaar.

METHODE 7. — Vermindering en lokalisatie van het gebruik van herbiciden op mais door mechanisatie van de onkruidbestrijding en onderzaaiing

A. Mechanische onkruidbestrijding en gelokaliseerde behandeling

De exploitant die zich, wat maïsteelt betreft, ertoe verbindt synthetische herbiciden enkel te gebruiken voor een gelokaliseerde behandeling in de maïsrij, met uitsluiting van triabenzenen, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 6.000 BEF (148,74 euro) per hectare.

De mechanisch behandelde tussenrij moet minimum 40 cm breed zijn.

B. Onderzaaiing

De exploitant die zich ertoe verbindt de tussenrijen maïs doeltreffend te bedekken (80 % bedekking van de 40 cm tussenrij in september) d.m.v. een tussengewas, ondergezaaid en behouden tot ten minste 1 januari, komt in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 6.000 BEF (148,74 euro) per hectare.

De onder A en B vermelde verbintenissen houden in dat geen toelagen voor extensieve perceelsranden of biologische landbouw worden verleend wat de betrokken oppervlakten betreft.

De toelagen betreffende de onder A en B vermelde verbintenissen zijn cumuleerbaar tot 7.200 BEF (178,48 euro).

METHODE 8. — Plantendek tijdens de tussenteelt

De exploitant die zich ertoe verbindt zo spoedig mogelijk na de oogst, hoe dan ook vóór 15 september, een plantendek te zaaien, komt in aanmerking voor een toelage van 4.000 BEF (99,16 euro) per hectare voor zover hij het niet vernietigt vóór 1 januari.

Die tussenteelt moet gevolgd worden door een lenteteelt of door braakland.

Ze mag niet bestaan uit meer dan 50 % peulvruchten.

In afwijking van het eerste lid mag na een late oogst (maïs, aardappel,...) rogge gebruikt worden als plantendek als zij vóór 1 november gezaaid en tussen 1 maart en 15 mei vernietigd wordt.

De gesubsidieerde oppervlakten mogen niet beschouwd worden als extensieve perceelsranden, braakland of biologische landbouw.

METHODE 9. — Zeer laat maaien met beperkt gebruik van biociden en meststoffen

Voor zeer laat maaien kan een jaarlijkse toelage van 10.000 BEF (247,89 euro) per hectare worden verleend als de volgende voorwaarden vervuld worden :

1. tijdens het maaien moeten de dieren het perceel kunnen verlaten; daartoe moet, voor zover mogelijk, worden voorzien in « vluchtstroken » aan de rand van het perceel;
2. het perceel mag noch beweid noch bezaaid worden, vóór 1 juli in vroege zone, vóór 15 juli in late zone;
3. na die data mag het nagras gemaaid of het perceel beweid worden met een veebestand onder 2 GVE per hectare;
4. de aanvoer van meststoffen wordt per jaar beperkt tot 20 ton mest of compost, of tot 20 m³ gier per hectare;
5. het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en minerale meststoffen is verboden;
6. afwateringswerken zijn verboden maar de bestaande afwateringsbuizen en grachten kunnen onderhouden worden op een wijze die weinig schade toebrengt aan fauna en flora;
7. deze maatregel mag niet gelijktijdig toegepast worden met methode 1 (laat maaien) of 2.c. (extensieve graslandstrook).

METHODE 10. — Behoudsmaatregelen in vochtige gebieden

Exploitanten die vochtige weiden extensief beheren, komen in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 2.000 BEF (49,58 euro) als ze de volgende voorwaarden vervullen :

1. ze mogen niet ploegen, uitbaggeren of draineren;
2. het gebruik van grondverrijkende middelen, meststoffen of gewasbeschermingsmiddelen is verboden;
3. ze moeten de percelen onderhouden door ze te maaien en/of te beweiden;
4. alleen laattijdig maaien is toegelaten;
5. de percelen mogen nooit beweid worden door een bestand boven 2 GVE per hectare;
6. die maatregel mag niet gelijktijdig toegepast worden met methode 2.c. (extensieve graslandstrook).

METHODE 11. — Teelt van oude soorten of variëteiten**A. Aanplanting van oude hoogstammige fruitbomen**

Exploitanten die oude hoogstammige fruitbomen planten, komen tijdens vijf jaar in aanmerking voor een jaarlijkse toelage van 10.000 BEF (247,89 euro) per hectare als ze de volgende voorwaarden vervullen :

1. tussen 40 en 80 bomen per hectare planten;
2. zorgen voor de evenwichtige ontwikkeling daarvan (bescherming tegen het vee, vormingssnoei,...), alsook voor het regelmatige onderhoud van een grazige ondergrond.

B. Traditionele streekteelten

1. Wat graangewassen betreft, komt de exploitant die oude variëteiten (opgenomen sinds meer dan vijftien jaar) teelt, alsook boekweit of, in een benadeeld gebied, spelt, eventueel in aanmerking voor een toelage van 4.000 BEF (99,16 euro) per hectare voor zover hij de minerale stikstofbemesting beperkt tot maximum 70 eenheden en de schimmelwerende middelen, zoals herbiciden, tot één behandeling, en dat hij de insecticiden en elke groeiregelingsbehandeling afschaft. Deze toelage mag niet gelijktijdig verleend worden met die voor biologische landbouw.

2. Wat aardappelen betreft, komt de landbouwer die oude variëteiten (Corne de gattes, Plate de Florenville of Rosa, Ratte des Ardennes, Vitelotte) teelt, eventueel in aanmerking voor een toelage van 12.000 BEF (297,47 euro) per hectare.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 1999 waarbij toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw worden verleend

Namen, 11 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN